

FRÉDÉRIC LE PLAY

SA CONCEPTION DE LA PAIX SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre, à 14 h. 30

PAR

P. COLLIGNON

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants } *MM. DESCHAMPS, professeur.*
 } *PIROU, professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

FRÉDÉRIC LE PLAY

SA CONCEPTION DE LA PAIX SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre, à 14 h. 30

PAR

P. COLLIGNON

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants } *MM. DESCHAMPS, professeur.*
 } *PIROU, professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1932



INTRODUCTION

Frédéric Le Play naquit en 1806, non loin d'Honfleur, au petit village de la Rivière-Saint-Sauveur, où son père remplissait les fonctions d'officier des douanes. Privé très jeune de celui-ci, il vint habiter Paris chez un oncle qui commença son instruction. A la mort de ce dernier, il quitta la capitale pour faire ses humanités au collège du Havre et, après avoir passé avec succès son baccalauréat ès lettres, il se vit, en 1823, dans l'obligation de choisir une carrière. Un voisin arpenteur, qui l'avait pris en amitié, lui proposa de devenir son associé et de lui céder ensuite son fonds. Le Play hésita. Accepter, c'était s'assurer l'aisance, mais dans la médiocrité. Il préféra suivre les conseils d'un camarade d'études qui se préparait au concours de l'Ecole polytechnique, et l'imita. Il eut alors pour maître un ingénieur en chef des ponts et chaussées, ami de sa famille, qui ne se contenta pas de lui enseigner les sciences et les lettres, mais voulut aussi l'intéresser à l'économie politique et sociale¹.

Revenu à Paris, Le Play suivit successivement l'enseignement de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des mines.

1. « Il disposa notre vie journalière de telle sorte, qu'après l'avoir secondé dans le service qui lui était confié, je pusse consacrer cinq heures aux lettres et aux sciences ayant pour objet l'étude des sociétés. *Les Ouvriers européens*, par F. Le Play, 2^e éd., tome I, p. 29.

Il fut un brillant élève, et y acquit rapidement, avec de précieuses amitiés, des connaissances étendues. Les découvertes scientifiques qui se multipliaient à cette époque, et les progrès techniques qui en résultaient pour l'industrie, le passionnèrent. Ses études terminées, il résolut de voyager pour observer directement les méthodes employées dans les entreprises minières et métallurgiques étrangères. Il parcourut alors les provinces rhénanes, le Hanovre, le Brunswick, la Saxe, la Prusse et la Belgique. Au cours de cette vaste randonnée, son esprit fut frappé par l'atmosphère de bien-être et de paix qui se dégageait des populations laborieuses du Hartz, et contrastait si violemment avec l'état et les sentiments dominants de la classe ouvrière française.

Le journal de voyage qu'il rédigea à son retour fut très remarqué et reste considéré comme un modèle du genre. L'Ecole des mines résolut de s'attacher ce jeune ingénieur plein d'avenir, et lui confia la direction de son laboratoire. Le Play ne tarda pas à y être victime d'un accident et dut suivre de son lit les péripéties de la révolution de 1830. Tandis que son cœur se serrait à la vue des discordes qui déchiraient son pays, sa pensée le reporta vers les « tableaux de bonheur » qu'il avait contemplés, peu auparavant, à l'étranger. C'est durant ces nuits d'insomnie et de méditation forcée qu'il « sentit s'éveiller sa vocation d'économiste et de réformateur¹ ». Il se décida alors à compléter ses recherches techniques par des études sociales.

De 1830 à 1848, Frédéric Le Play écrivit de nombreux

1. *La Foi et ses victoires dans le siècle présent*, par l'abbé Baunard; Paris 1884, p. 390.

rapports scientifiques¹, collabora aux *Annales des mines*², enseigna la métallurgie, et enfin fut fréquemment envoyé hors de France en missions. En 1835 et 1836, il visitait l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande; en 1837, l'Autriche et les pays du Danube. Le prince Demidoff, qui possédait en Russie de vastes domaines renfermant des mines métalliques, l'invita et le reçut dans l'Oural en 1844. L'année suivante il étudia le Danemark, la Norvège et la Suède; puis, après être allé en Italie en 1846, il partit pour la Suisse et la Turquie. Durant ces multiples déplacements « en même temps qu'il étudiait les procédés techniques « qui font les entreprises prospères, il s'enquérail des institutions qui assurent aux familles le bien-être et les « satisfactions morales, aux diverses classes la concorde « et l'union, aux peuples la confiance dans l'avenir et la « stabilité. Il appliquait à l'examen des questions métallurgiques et des problèmes sociaux la même méthode³. » A son retour, il se mit activement au travail pour achever un ouvrage considérable, qu'il avait déjà poussé fort loin : *L'Art métallique au XIX^e siècle*.

La chute de Louis-Philippe et les désordres sociaux qui l'accompagnèrent lui firent abandonner son projet. L'extrême gravité de la situation et la ruine qui menaçait à la fois son pays et la civilisation le décidèrent brusquement à prendre une grave décision. Bien que passionnément épris de ses études et de son enseignement des questions métallurgiques et minières, il s'attacha désormais, à la

1. Citons en particulier son « Mémoire sur la fabrication et le commerce des fers à acier dans le Nord de l'Europe » et ses « Procédés métallurgiques pour la fabrication du cuivre dans le pays de Galles », 1848.

2. Voir ses articles sur « l'affinage des plombs argentifères » et « la fabrication de l'acier dans le Yorkshire », 1843.

3. *Frédéric Le Play d'après lui-même*, par M. F. Auburtin, Paris 1906, p.10.

demande de nombreux amis, et notamment de Thiers, à peser les conséquences sociales de l'évolution économique et à s'efforcer de trouver un remède aux maux qu'elle engendrait. « Je vis clairement, écrit-il¹, que ma nouvelle « besogne serait moins apte... à fonder l'avenir de mes « descendants. Toutefois je compris en même temps qu'elle « serait plus utile à mon pays. » L'apostolat de Frédéric Le Play allait commencer.

Pendant les dix-huit années précédentes il avait constaté, au cours de ses voyages d'études, que l'antagonisme social avait cru parallèlement au développement industriel, et s'était efforcé de trouver le lien qui unissait ces deux phénomènes. Il résolut donc de poursuivre ses recherches et parcourut de nouveau l'Europe.

Grâce à sa compréhension parfaite de cinq langues, il put se procurer directement auprès des hommes d'Etat², des chefs d'industrie³, et des populations ouvrières⁴, les observations qu'il consigna, en 1855, dans son premier grand ouvrage intitulé : *Les Ouvriers européens*⁵, auquel

1. *Les Ouvriers européens*, par F. Le Play, 2^e éd., tome I, p. 433.

2. « J'ai profité... de ces voyages pour me lier avec beaucoup de personnes exerçant des fonctions politiques ou administratives. J'ai toujours recherché leur société pour connaître leurs opinions et observer leur pratique en matière de science sociale. » *La Réforme sociale en France*, par F. Le Play, 7^e éd., tome I, p. 67.

3. « J'ai dirigé de grandes entreprises, et j'y ai trouvé l'occasion de m'instruire en me concertant avec des administrateurs formés au milieu de sociétés fort diverses. » *La Réforme sociale en France*, par F. Le Play, 7^e éd., tome I, p. 67.

4. « Je me suis imposé l'obligation d'étudier moi-même, dans toutes les régions de l'Europe, plus de 300 familles appartenant aux classes les plus nombreuses de la population... J'ai voulu surtout scruter dans ses détails la vie matérielle, intellectuelle et morale, de familles appartenant aux principales races européennes. » *La Réforme sociale en France*, par F. Le Play, 7^e éd., tome I, p. 68.

5. *Les Ouvriers européens*, études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation, par F. Le Play, conseiller d'Etat, ingénieur en chef des mines, professeur de métallurgie à l'Ecole des mines. Paris 1855, 1 vol. in-folio. Imprimerie impériale.

l'Académie des sciences décerna bientôt un prix. La même année il organisa l'Exposition universelle de Paris et reçut un siège au Conseil d'État; la suivante il fonda la Société d'Economie sociale.

En 1864, Le Play publia une œuvre capitale, *La Réforme sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*, où il énumérait les causes du malaise et de l'antagonisme qui gagnaient rapidement, et proposait les moyens d'y remédier. Appelé de nouveau au poste de commissaire général pour l'Exposition de 1867, il en profita pour introduire au titre X du règlement une disposition¹ qui montre clairement combien les questions sociales restaient toujours au premier plan de sa pensée. Le Play entra alors au Sénat et, ses premiers ouvrages ayant attiré sur lui l'attention de Napoléon III, il écrivit en 1870, sur la demande de celui-ci, son *Organisation du travail*.

Les désastres qui accompagnèrent la chute de l'Empire et la Commune ne le surprirent pas, car il avait observé depuis longtemps le mouvement de désunion qui minait sourdement une société en apparence prospère.

Frédéric Le Play ne se laissa pas décourager par les malheurs qui venaient de frapper sa patrie et ambitionna, pour la France, après Sedan, un redressement semblable à celui réalisé par l'Allemagne après Iéna. Ses efforts redoublèrent. Dès 1871, il publia sa *Paix sociale après le désastre*, et organise ses Unions; en 1881, il fait paraître une *Constitution essentielle de l'humanité*, et la même année

1. Art. 30 « Un ordre distinct de récompenses est créé en faveur des personnes, des établissements et des localités qui, par une organisation ou des instructions spéciales, ont développé la bonne harmonie entre tous ceux qui coopèrent aux mêmes travaux et ont assuré aux ouvriers le bien-être matériel moral et intellectuel. »

voit sortir le premier numéro de la revue de la *Réforme sociale*.

A peine plus d'un an après cet événement, Le Play, épuisé par une longue maladie, disparaissait. Jusqu'au bout de ses forces il avait voulu tenir un vœu qu'il avait formulé à la vue du sang versé par la révolution de Juillet : travailler au rétablissement de la paix sociale dans son pays¹.

1. « A la vue du sang versé par la révolution de Juillet, je vouai ma vie « au rétablissement de la paix sociale dans mon pays. Je n'ai jamais oublié « ce vœu. » *Les Ouvriers européens*, 2^e édition (1879), tome I. Avant propos, page VII.

CHAPITRE PREMIER

CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Nous avons pu constater, en étudiant la vie de Frédéric Le Play, que toute son existence s'écoula dans ce ^{xix}^e siècle qui fut celui de la transformation et du prodigieux développement de l'industrie.

A l'époque de sa jeunesse, l'atelier familial, où le patron, assisté de ses enfants, parfois de quelques subordonnés, et avec l'aide d'instruments rudimentaires, fabriquait, en modeste quantité, ce qui était nécessaire à la satisfaction des besoins locaux, était encore le type de l'entreprise. Dans sa vieillesse, au contraire, l'usine qui pouvait alimenter de vastes marchés, grâce à la disposition d'une main-d'œuvre abondante, de puissantes sources d'énergie et de procédés perfectionnés, était devenue la véritable unité industrielle.

Le Play vécut cette évolution et la suivit attentivement, d'abord comme technicien, puis, après qu'il eut saisi l'importance des problèmes sociaux qu'elle posait, comme économiste. Elle paraît avoir eu une double origine. Il semble, en effet, qu'on puisse la rattacher, d'une part, aux inventions résultant du développement de l'esprit et des

méthodes scientifiques, et, d'autre part, à la transformation du milieu juridique. L'abolition des corporations et l'avènement d'un régime de liberté et de concurrence, après avoir poussé les individus à se diriger vers les professions les plus lucratives, les ont contraints, lorsque l'égalité se fut établie, à perfectionner leurs procédés de travail. L'obligation de ne pas se laisser distancer, sous peine de voir diminuer les bénéfices, et le désir d'augmenter les gains en réalisant des économies ont stimulé l'ingéniosité. C'est aux efforts combinés de la science et de l'intérêt qu'est due l'apparition du machinisme.

Le Play se rendit parfaitement compte des grands avantages que la société pouvait retirer de l'emploi des machines. A l'inverse de l'aversion que Sismondi éprouvait pour elles, il constate, dans l'introduction de sa *Réforme sociale*¹, qu'« en réduisant dans une proportion inespérée les frais « de production, et en augmentant la demande de bras, « elles ont singulièrement accru les moyens de bien-être « des populations. » Cette remarque était fort juste et a été démontrée maintes fois depuis : la machine remplace l'ouvrier, mais loin de diminuer la masse des emplois, elle en crée d'autres, de la façon la plus profitable à la communauté, en favorisant l'accroissement de la consommation par suite du meilleur marché des produits.

Aucun observateur impartial ne pouvait contester au machinisme d'avoir développé dans des proportions considérables la rapidité et la puissance de la production, donc les richesses. Grâce à lui, certains travaux que l'homme n'aurait pu songer à exécuter auparavant devinrent désormais aisés à accomplir. Il n'y avait, pour s'en per-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 12.

suader, qu'à considérer, par exemple, l'invention du marteau-pilon que construisit au Creusot, en 1841, l'ingénieur Bourdon, et à comparer les résultats qu'il permit d'obtenir avec ceux réalisés par les procédés antérieurs.

Si l'on considère maintenant l'ouvrier, on s'aperçoit que l'utilisation de la machine l'a délivré de multiples tâches pénibles, voir dangereuses. « Anciennement, remarque « M. Villermé, en 1840¹, le battage de la laine destinée à « être cardée ne se faisait qu'à la main. Aujourd'hui cha- « cune des machines à battre mise en mouvement par un « cheval ou par un moteur général, et conduite par une « seule personne, très souvent une femme, fait sans peine « l'ouvrage de douze hommes, dont le travail était autre- « fois très fatigant, et les exposait à respirer des pous- « sières irritantes. »

Quant au consommateur, ce fut le principal bénéficiaire du machinisme. Celui-ci, en facilitant la production massive d'objets identiques, provoqua la fabrication en série, la moins coûteuse. La baisse des prix qui en résulta, par suite de la concurrence, permit au public de satisfaire ses besoins à moindre frais et d'améliorer son taux de vie sans faire croître ses dépenses.

Le Play constata ces avantages, mais ne se laissa pas aveugler par eux et, après avoir rendu hommage aux nations européennes, dont l'esprit inventif les rendit possible, il remarqua que ces mêmes pays avaient à souffrir de maux qui constituaient, pour leur gloire, une rançon cruelle. « Notre époque, dit-il², qu'on peut justement

1. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, par M. Villermé, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Paris 1840, tome I, page 214.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, page 144.

« nommer l'âge de la houille, a fait éclore des calamités
« jusqu'alors inconnues des peuples civilisés. »

Le machinisme n'est, en effet, qu'un aspect de l'organisation économique nouvelle. Son apparition fut cause d'autres bouleversements. Les petites entreprises qui, faute de capitaux, ne purent suivre le mouvement et acquérir des instruments toujours plus puissants et plus perfectionnés, mais aussi plus coûteux, tendirent à disparaître, ruinées par la concurrence ou absorbées par de plus riches¹.

C'est ainsi que le machinisme engendra la grande industrie. Celle-ci, favorisée par la réduction du prix de revient résultant de la répartition des frais généraux sur un plus grand nombre de produits, et par la possibilité de ne réaliser sur chaque unité qu'un bénéfice modeste, se développa avec une rapidité surprenante. Cette évolution fut encore accélérée par l'extension des marchés et la progression constante de la consommation que provoquèrent la baisse des prix et l'accroissement des richesses.

Ce fut le début d'une grande ère de prospérité dont chacun voulut bénéficier au maximum. Les industriels, désireux de développer leurs fabriques, recherchaient activement une main-d'œuvre nouvelle et, en offrant sans cesse un salaire plus élevé, déclassèrent rapidement les masses imprévoyantes dont la vie rurale assurait le bien-être. « Alors, remarque Le Play², commença à se produire
« un ordre de choses sans précédent. On vit se grouper
« autour des nouveaux engins de fabrication d'innom-
« brables populations séparées de leur famille, inconnues

1. « Les grands ateliers de travail se sont multipliés aux dépens des
« petits. » *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome III, p. 640.

2. *Ibid.*, tome II, p. 436.

« de leurs nouveaux patrons, dépourvues d'habitations
« décentes, d'écoles et d'églises; privées, en un mot, des
« conditions physiques et morales qui jusque là avaient
« été jugées indispensables à l'existence d'un peuple
« civilisé. »

Les individus étaient arrachés à leur lieu natal et accumulés dans les localités où, par suite de facilités d'approvisionnement et de débouchés, se multipliaient les manufactures. Cette désertion des campagnes au profit des centres ressort très nettement de la comparaison des recensements.

Si nous appelons population urbaine celle des communes comptant plus de 2.000 habitants agglomérés, nous voyons que son pourcentage dans le chiffre total de nos nationaux crût sans arrêt au XIX^e siècle, au détriment de celui de la population rurale.

	1846	1851	1856	1861	1866	1872	1876	1881
Pop. urbaine ...	24, 42	25, 52	27, 31	28, 86	30, 46	31, 12	32, 44	34, 76
Pop. rurale	75, 58	74, 28	72, 69	71, 14	69, 54	68, 88	67, 56	65, 24

Les villes qui, au début de la courte période venant d'être envisagée, groupaient moins du quart des habitants de notre pays, en renfermèrent à la fin plus du tiers. Tandis que de 1872 à 1876 la population de la France passait de 36.102.921 à 36.905.788 habitants avec un coefficient d'augmentation de 2,22 %, celle des agglomérations de 10.000 habitants passa de 7.397.236 à 7.898.914, ce qui présente un accroissement de 6,78 %, qui s'éleva même à 7,51 % pour Paris. Ces villes, qui étaient au nombre de 186 en 1866, furent 190 en 1872 et 204 en 1876.

Il est particulièrement instructif de rapprocher les recensements de 1876 et de 1881 :

	1876	1881	
Pop. urbaine	11.977.396	13.096.542	soit en plus : 1.119.146
Pop. rurale	24.928.392	24.575.506	soit en moins : 352.886

Or, les documents d'état civil prouvent que l'excédent des naissances sur les décès, durant cet intervalle de cinq années, fut

de 38.480 dans les villes
et de 468.497 » campagnes.

Ainsi, s'il n'y avait pas eu migration, les chiffres respectifs de la population auraient dû être :

12.015.876 pour les agglomérations
et 25.396 889 » campagnes.

La différence entre ce dernier nombre et celui du recensement de 1881 fournit le montant de l'exode rural. La somme de ces 821.383 individus, ayant abandonné la terre, des 38.480 unités provenant de l'écart entre la natalité et la mortalité, et de 259.283 immigrants étrangers, nous donne le chiffre de l'accroissement de la population urbaine. De 1861 à 1881, les habitants de Paris s'élevèrent ainsi de 1.696.141 à 2.269.023. La rapidité avec laquelle s'est effectuée cette augmentation rend très bien compte de la force du mouvement attractionnel exercé par les villes.

Les émigrants, nouveaux venus dans des localités où ils ne connaissaient personne, se tournaient naturellement vers l'employeur le plus offrant. Celui-ci, ayant besoin de main-d'œuvre, embauchait tous ceux qui se présentaient. Dans ces conditions, patron et subordonné, totalement inconnus l'un à l'autre, ne pouvaient ressentir d'affection réciproque.

Pour le chef d'entreprise, le salarié et le travail fourni par lui n'existent que comme élément du prix de revient, au même titre que les matières premières. L'ouvrier, de son côté, n'éprouve d'attachement ni pour l'établissement où il travaille passagèrement, ni pour un supérieur avec lequel ses seules relations consistent dans le paiement d'un salaire qui est le juste prix de son activité¹.

Ainsi, constate F. Le Play, se présente un autre aspect, moins favorable, de l'évolution économique. C'est le résultat de l'enrôlement en masse d'individus par un industriel soucieux surtout d'en tirer le plus grand profit. La propagation de ce triste état de choses fut très favorisée par l'accroissement du nombre des sociétés.

Celles-ci se sont multipliées, à cette époque, pour diverses raisons. D'une manière générale, les affaires devenaient trop importantes, nécessitaient des capitaux par trop considérables pour pouvoir appartenir à une seule personne et même à une famille². En ce qui concerne notre pays, la loi facilitera en outre leur développement, au détriment des industries familiales, qui étaient « systématiquement désorganisées par notre régime de succession³ » instituant le partage forcé.

Or, dans une société, ce ne sont pas les propriétaires de l'affaire qui sont en relation avec les ouvriers, comme c'est le cas lorsqu'il s'agit d'une entreprise particulière.

1. « Ils (les anglais) ont cru améliorer le travail manufacturier en restreignant le cercle des devoirs sociaux. Selon cette théorie, les ouvriers n'auraient qu'à exécuter le travail convenu, tandis que les maîtres n'auraient qu'à payer le salaire librement débattu, selon la prétendue « loi de l'offre et de la demande ». *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 441.

2. « L'entreprise, ayant par exemple pour objet un chemin de fer ou une banque, exige un capital considérable que ne pourrait réunir un seul chef de famille. » Même ouvrage, tome II, p. 280.

3. *Ibid.*, p. 287.

Entre la main-d'œuvre et eux s'interpose tout un haut personnel qui masque souvent à la classe dirigeante ses devoirs sociaux. Les employés supérieurs, salariés eux-mêmes, ne cherchent pas, en dehors du travail, à exercer une influence quelconque sur leurs subordonnés. Quant aux détenteurs des actions, dont certains ignorent même parfois où l'exploitation se trouve, ils n'ont avec ces derniers aucun point de contact.

Dans les rapports du patron et de l'ouvrier, l'homme disparut; il n'y eut plus en présence que le capital et la main-d'œuvre. Lorsqu'un salaire tant soit peu plus élevé lui était offert, l'employé changeait de place. On conçoit aisément que dans ces conditions, quand survenait une crise économique, le chef d'industrie n'éprouvait aucun scrupule à licencier brusquement ses ouvriers. Il agissait, vis-à-vis d'eux, comme il le faisait pour ses fournisseurs, chez qui il suspendait ses commandes.

Précisément, à cette époque de vive croissance industrielle, la production et la consommation éprouvaient, sous un régime de liberté absolue, de très grandes difficultés à s'équilibrer. Il faut bien remarquer que non seulement il s'agissait de marchés plus étendus¹, mais encore que ceux-ci étaient rendus solidaires les uns des autres par l'accroissement du nombre et de la rapidité des moyens de communication. C'est à l'invention des

1. « Chaque ancienne fabrique rurale, en effet, pourvoyait seulement
« aux besoins de certaines localités circonscrites; en sorte que l'équilibre
« entre la production et la consommation s'y établissait naturellement...
« Les nouvelles usines, au contraire, sont en mesure d'accroître sans cesse la
« production, à tel point qu'un groupe manufacturier pourrait quelque fois
« prétendre à approvisionner le monde entier. Elles sont conduites par con-
« séquent à augmenter, puis à restreindre subitement le cercle de leurs affai-
« res, pour profiter successivement de la hausse et de la baisse des produits. »
La Réforme sociale en France, 7^e édition, tome II, page 437.

chemins de fer et de la navigation à vapeur que l'Europe doit de souffrir quand une mauvaise récolte, réduisant la capacité d'achat des fermiers, détermine en Amérique une mévente des produits industriels et favorise les exportations par la chute des prix.

Le machinisme, dont à d'autres points de vue les conséquences ont été heureuses, a exercé, de son côté, une grande influence sur la multiplication des crises. L'utilisation de machines dans la production a contraint celle-ci à anticiper sur la demande. La construction et la mise en marche du matériel nécessitent en effet de longs délais. L'industriel doit évaluer les besoins du public, prévoir ses désirs. S'il se trompe, et qu'entre le moment où il s'organise et celui où il est prêt à livrer, la demande a varié, soit en intensité, soit dans son objet, le résultat peut être funeste, non seulement pour lui, mais aussi pour les autres.

Parfois une habile propagande l'aidera à écouler son stock. S'il n'y réussit point, pour atteindre une couche d'acheteurs suffisamment nombreuse, il lui faudra diminuer ses prétentions. Le jeu de la loi de remplacement peut alors contraindre les producteurs d'objets similaires à suivre le mouvement et la baisse des prix se généralisera. Les entreprises dont l'économie est moins bien assurée disparaîtront. Le crédit, qui amplifie toujours les oscillations du balancier économique, se retirera. Le ralentissement de la production s'en suivra et le marché s'assainira progressivement.

Au point de vue économique, la crise a pour effet d'éliminer les moins aptes, les spéculateurs malheureux, tous ceux dont les erreurs contrarient l'équilibre des offres et des demandes. Au point de vue social, elle provoque le chômage.

La crise est une pièce du mécanisme économique moderne qui, en se perfectionnant, est devenu plus fragile¹. La première se produisit en Angleterre, en 1825, ce pays ayant, par suite d'un concours de circonstances favorables, devancé les autres dans la voie de l'industrialisation intensive. Depuis, elle fit sa réapparition à des intervalles plus ou moins réguliers.

Les ouvriers, qui avaient été attirés à la ville par l'appât de hauts salaires, se voient privés de leur gagne-pain quand les affaires s'arrêtent. Insoucians, le plus souvent, ils crurent à la continuité des périodes de prospérité et dissipèrent leurs gains dans la satisfaction d'appétits matériels, les plaisirs que les villes offrent en abondance formant une tentation trop forte pour des individus qui ont fuit la dure discipline de la terre.

Ils avaient pensé gagner avec facilité une vie plus douce et, lorsque surgissent la crise et le chômage, « leur « dénuement est d'autant plus pénible, qu'il succède à « des habitudes de superflu contractées aux époques d'activité fiévreuse de la fabrique². » Non seulement la satisfaction de ces nouveaux besoins ne leur est plus possible, mais le nécessaire même peut venir à leur manquer.

A la campagne, aux périodes les plus dures, le paysan trouvera toujours sur sa terre, dans ses greniers ou sa basse-cour, de quoi se nourrir. L'ouvrier imprévoyant, mis sur le pavé, devra, pour vivre, avoir recours à la charité publique. Ce qui est particulièrement tragique, c'est que même dans cet état, il préférera rester à la ville

1. « Les chômages et les crises commerciales, sortes de fléaux périodiques... propres au nouveau régime manufacturier. » *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 437.

2. *Ibid.*

au lieu de retourner à la terre. Il aimera mieux attendre, dans la misère la plus atroce, que vienne une nouvelle période d'activité, plutôt que de regagner son village et lui montrer sa déchéance et son échec.

L'existence instable des classes laborieuses, où les époques d'abondance et celles de dénuement se succèdent parfois très rapidement, rappelle à Le Play la condition des « peuples sauvages tirant une subsistance précaire « de la chasse ou de la récolte des productions spontanées »¹.

Autrefois, sous l'ancienne monarchie, le système corporatif limitait le nombre des individus exerçant chaque profession. La tyrannie de ses règlements fut certainement une entrave au progrès, mais elle écartait, à la fois, les inconvénients de la concurrence et du chômage. De nos jours, il semble bien démontré que le régime de la liberté soit le plus à même d'obtenir des gens et des choses le maximum de rendement, mais il ne va pas sans entraîner de grandes misères. « En d'autres termes, écrit, « en 1840, M. Villermé, membre de l'Académie des sciences, « si l'industrie, organisée comme nous la voyons, est l'un « des plus admirables phénomènes de la société, dès qu'il « y a crise, c'est l'un des plus affreux². » Celle-ci, par sa fréquence, provoque en effet « ce genre tout nouveau de « misère pour lequel on a récemment créé le mot de pau- « périsme³ », que Le Play définit ainsi, dans l'index qui précède sa *Réforme sociale* : « Condition spéciale à cer- « tains groupes d'ouvriers de l'Occident et sans précédent « dans l'histoire. Elle a pour caractères principaux le

1. *La réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 442.

2. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr R. Villermé, Paris 1840, tome II, p. 310.

3. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 141.

« manque de sécurité, la désorganisation de la famille et
« le retour périodique du dénuement. »

Derrière la sécheresse de l'énumération du sociologue, se cachent bien des maux qu'il a dû constater au cours de ses enquêtes internationales. C'est l'Angleterre, dont par ailleurs il cite maintes fois les institutions comme modèles, qu'il accuse¹, en s'industrialisant la première, d'avoir « donné naissance au paupérisme », et où il constate² qu'il a fait le plus de ravages.

Les conséquences du paupérisme sont incalculables, car il a eu des répercussions sur le foyer, sur la famille, la moralité, la santé et, ce qui n'est pas moins important, sur les sentiments des individus.

Les statistiques précédemment fournies³ ont permis de se rendre compte de la rapidité et de la puissance du mouvement qui a brusquement accumulé, dans les centres urbains, une part importante des populations rurales. Il n'est pas étonnant que les villes, congestionnées par cette brusque affluence, n'aient pu offrir à ces nouveaux habitants que des logements à la fois cher et défectueux.

« Pour certaines agglomérations urbaines d'Angleterre, « de France et de Belgique, le foyer domestique se réduit « parfois à une pièce unique, à une cave humide, à un grenier glacial ou brûlant, dans lesquels tous les membres « de la famille sont confondus, sans distinction d'âge ou « de sexe. Je ne crois pas, dit Le Play⁴, devoir insister « sur les misères lamentables qui ont été mises en lumière « dans les enquêtes officielles en Angleterre, et qui ont

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édit., tome III, p. 80.

2. « Les usines à vapeur de l'Angleterre sont atteintes plus que les autres « par le paupérisme. » Même ouvrage, tome II, p. 144.

3. Voir pages 11 et 12.

4. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 406.

« été signalées pour ce pays et pour la France par des écrivains renommés ».

L'auteur de la *Réforme sociale* semble tout particulièrement faire allusion aux travaux du Dr Villermé qui, chargé par ses collègues de l'Académie des sciences morales et politiques de faire une enquête sur l'état physique et moral des ouvriers, en publia, en 1840, le résultat dans un tableau. Il signale qu'à Lille, 3.000 individus vivent dans un quartier de 24.000 m². « Les plus pauvres, écrit-il¹, habitent les caves et les greniers. Ces caves n'ont aucune communication avec l'intérieur des maisons : elles s'ouvrent sur les rues ou sur les cours, et l'on y descend par un escalier, qui en est très souvent à la fois la porte et la fenêtre. Elles sont en pierres ou en briques, voûtées, pavées ou carrelées, et toutes ont une cheminée; ce qui prouve qu'elles ont été construites pour servir d'habitation. Communément leur hauteur est de 6 pieds à 6 pieds et demi prise au milieu de la voûte, et elles ont de 10 à 14 ou 15 pieds de côté. C'est dans ces sombres et tristes demeures que mangent, couchent et même travaillent un grand nombre d'ouvriers. Le jour arrive pour eux une heure plus tard que pour les autres, et la nuit une heure plus tôt... Père, mère, vieillards, enfants, adultes, s'y pressent, s'y entassent... Eh bien, les caves ne sont pas les plus mauvais logements..., les pires sont les greniers, où rien ne garantit des extrêmes de température. » Un peu plus loin, il ajoute² : « Les ouvriers de Rouen sont, après ceux de Lille, les plus mal logés que

1. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr R. Villermé, Paris 1840, tome I, p. 82.

2. *Ibid.*, p. 139.

« je connaisse : ils habitent, en général, dans des rues « étroites, des maisons sales, humides, mal distribuées, « souvent bâties en bois, et dont les chambres sont petites « et obscures. »

Comment de telles habitations auraient-elles pu être le siège d'une véritable vie de famille? Le plus souvent, leur occupant, appelé à changer de résidence chaque fois qu'il quittait un emploi, n'était même pas propriétaire du mobilier. Pour accroître les ressources, la mère travaillait, de son côté, comme salariée, dans un atelier. Quant aux enfants trop jeunes pour être utiles à l'usine, ils vivaient dans la rue où se développaient, sans entraves, leurs mauvais instincts.

Peut-on s'étonner que l'ouvrier, ignorant le bonheur familial, ait écarté si fréquemment le devoir pour ne se soucier que du plaisir? Il vit alors dans le concubinage ou la débauche au lieu de fonder un foyer¹. Privé d'un intérieur digne de ce nom, il n'est pas pressé, sa tâche accomplie, de retourner chez lui, et préfère aller au café, où il trouve dans les spiritueux sa « seule diversion aux « fatigues du travail et aux soucis de l'existence². » Le Play a su décrire ce triste état de choses en des pages émouvantes qui nous montrent « les femmes et les enfants, affamés et dénués de toute ressource, errant avec « anxiété autour du cabaret où le chef de famille dissipe en « débauches le salaire qui est l'unique ressource de la « maison³. »

1. Le pourcentage des naissances illégitimes a ainsi considérablement augmenté au cours du XIX^e siècle, 4, 8 % en 1801; 6 % en 1811; 7, 3 % en 1831; 7, 5 % en 1861; 7, 8 % en 1881. *La Population française*, par M. E. Paris, Levasseur, 1891, tome II, p. 31.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 438.

3. *Ibidem*.

Ainsi, la consommation du vin, que l'on considère généralement comme une boisson hygiénique, mais qui peut cependant devenir nocif par suite d'abus continus, est passée :

de 14.300.000 hectos, en 1830
à 34.410.000 » » 1880,

ce qui fait par tête d'habitant :

44 litres en 1830
et 92 litres en 1880.

Si on calcule maintenant, ce qui est plus grave, la quantité d'alcool, ramené à 100°, contenue dans les différentes boissons absorbées, on obtient :

pour 1830 365.000 hectos
pour 1880 1.314.000 —

soit par personne :

en 1830 1 litre, 12.
en 1880 3 litres, 64.

Ces chiffres permettent d'entrevoir les ravages qu'accomplit ce poison, qui non seulement ruine la santé de ceux qui s'y livrent, mais encore est une menace pour la race, l'hérédité faisant retomber sur des innocents le châtiment des coupables. On doit aussi lui imputer pour une grande part, étant donné son action nuisible sur le système nerveux, la recrudescence de la criminalité et de la folie. Il résulte, en premier lieu, de la comparaison des tableaux publiés par la Statistique générale de la France¹, que la quantité d'alcool pur, consommée annuelle-

1. *Annuaire statistique de la Statistique générale de la France*, volume 46 (1930), pages 44 et 397 du résumé rétrospectif.

ment par tête d'habitant, et le nombre des condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels, crurent parallèlement au cours du XIX^e siècle, jusque vers 1895, date à partir de laquelle ils eurent tous deux, au contraire, tendance à diminuer. Quant au chiffre des admissions dans les établissements d'aliénés, résultant de troubles mentaux provoqués par l'alcool, il s'éleva de 331 (10,5 %) en 1861, à 1.750 (16 %) en 1885¹.

L'alcoolisme affaiblit les organes et diminue leur capacité de résistance aux maladies. Il accroît le danger particulier à certaines industries et détermine chez les ouvriers qui manipulent le plomb, le cuivre, le mercure, le phosphore et les matières animales, telles que les peaux et les laines, un milieu propice au développement du saturnisme, de l'arsénisme, de l'hydrargirisme, du phosphorisme et du charbon. Il favorise aussi la propagation de la tuberculose et rend ses conséquences plus rapides et plus funestes.

Cette dernière maladie prit, à la fin du XIX^e siècle, une extension considérable. Tous ces individus travaillant parfois plus de dix ou douze heures de suite dans des ateliers froids et insuffisamment clos ou, au contraire, surchauffés par les machines, constituaient en effet une proie facile pour le fléau. L'abus des spiritueux, les soucis et les privations des périodes de crise, la vie continuelle dans la fumée et les poussières des villes, minaient rapidement des constitutions désormais privées des saines conditions d'existence de la campagne. Les logements surpeuplés, les taudis où l'air et la lumière ne pénétraient jamais, où

1. *La Population française*, par M. E. Levasseur, Paris 1891, tome II, p. 440.

la pratique de l'hygiène, la plus élémentaire même, était souvent impossible, faute d'eau, formaient en outre de véritables foyers de contagion. Les microbes s'y multipliaient et la maladie y régnait en permanence, de telle sorte que dans certains immeubles, situés dans les quartiers populeux de grandes agglomérations, le taux de la mortalité restait constamment supérieur à la moyenne.

En 1840, à la suite d'un examen approfondi des registres relatifs au recrutement de l'armée, M. R. Villermé constatait¹ que « les hommes âgés de 20 à 21 ans ont été
« trouvés d'autant plus souvent aptes au métier des armes,
« par leur taille, leur constitution, leur santé, qu'ils appar-
« tenaient à la classe aisée de la population, et d'autant
« moins souvent, qu'ils appartenaient à la classe pauvre,
« à la classe ouvrière de la fabrique. Contre cent hommes
« supposés propres au service, quatre-vingt-treize ne l'étaient
« pas dans la première catégorie et jusqu'à deux cent
« quarante-trois dans la seconde. » A la même époque, M. E. Buret, après une enquête faite dans les grands centre ouvriers, concluait : « l'accroissement de la moyenne
« de la vie ne profite en rien aux classes pauvres, aux
« populations qui vivent de travail industriel². »

Ces constatations montrent clairement à quel point le paupérisme annule, pour ceux qu'il frappe, les bienfaits du progrès, et justifient cette phrase de Le Play : « il met,
« pour ainsi dire, les populations en dehors de la loi générale des sociétés³. »

1. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr R. Villermé, Paris 1840, tome I, p. 313.

2. *De la Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, par M. E. Buret, Paris 1840, tome I, p. 359.

3. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 441.

Le XIX^e siècle vit les richesses se développer prodigieusement. Maintes entreprises importantes et un grand nombre des plus grosses banques actuelles ont été fondées à cette époque. De vastes travaux d'utilité générale, tels que ports, canaux et voies ferrées, qui devaient donner un vigoureux essort au commerce et à l'industrie, furent alors réalisés. D'énormes fortunes purent s'édifier. La production, la consommation et le luxe atteignent un niveau inconnu et imprévu. Pourtant, contraste pitoyable, c'est aussi à ce moment qu'une masse croissante d'individus fut réduite à mener une existence indigne d'êtres civilisés.

La machine, au lieu de provoquer l'amélioration du sort des classes laborieuses, les asservit au contraire. Les instruments de production n'ayant pas besoin de repos, et la concurrence contraignant à tirer tout le bénéfice possible des capitaux investis, l'homme se vit imposer une durée de travail allant jusqu'à la limite de ses forces. Une fois sa rude tâche achevée, l'ouvrier n'avait que le choix, pour se délasser, entre l'intoxication du cabaret et la tristesse d'un logis malsain. Durant toute sa vie, son esprit restait préoccupé par l'incertitude du lendemain, par la crainte du chômage qui le réduirait, avec les siens, au dénuement.

Ces misères, qui émurent à juste titre tous les gens de bien, n'étaient pas une conséquence fatale de l'évolution économique. La découverte et le perfectionnement des machines motrices et des machines outils étaient susceptibles avant tout d'avoir des effets bienfaisants. « Les deux grandes conquêtes ainsi faites sur la matière auraient pu accroître le bonheur de toutes les classes dans la société où elles se produisaient », assure F. Le Play¹, dont nous exa-

1. *Les Ouvriers européens*, 2^e édition, tome I, p. 123.

minerons plus loin¹ l'opinion basée sur de patientes enquêtes internationales.

Quoi qu'il en soit, le bouleversement des conditions d'existence des populations laborieuses eut des conséquences néfastes, non seulement au point de vue physique, ainsi que nous avons pu le constater, mais aussi au point de vue moral. L'avènement de la grande industrie, en favorisant le recrutement et l'agglomération d'une main-d'œuvre considérable, éloigna le patron de l'ouvrier, qui ne se connurent plus.

Autrefois, le travail en commun unissait étroitement les membres de l'atelier. Le patron ne pouvait ignorer l'état d'esprit de ses subordonnés et se rendait compte de leurs aspirations. Les ouvriers, de leur côté, étaient au courant des nécessités de la production, partageaient les préoccupations de leur maître et comprenaient fort bien qu'il put être contraint de modifier les conditions du travail. Le groupement ainsi constitué formait un tout uni et solidaire. Ce corps vivait au même rythme, en se restreignant uniformément aux époques de crise, pour bénéficier avec équité des périodes de prospérité.

L'organisation économique nouvelle rompit cette harmonie. L'évolution qui aboutit au triomphe de l'usine sur l'atelier de l'artisan, et qui se manifesta par l'extension continue de l'importance des entreprises, se fit aux dépens de la cohésion de leurs éléments. La collaboration intime du patron et des ouvriers disparut. Ils s'ignorèrent désormais, et de cette méconnaissance devait rapidement résulter la mésentente. D'une part, le salarié eut l'impression que son supérieur ne se souciait pas de lui, et ce dernier, de son côté, pensa que le sort de l'entreprise était indifférent à

1. Voir p. 62.

ses subordonnés. C'est ce que Le Play constata et déplora en ces termes : « Les patrons et les ouvriers attachés aux « mêmes entreprises agricoles ou manufacturières, perdent « le sentiment de la solidarité qui devait les unir : ils croient « avoir des intérêts opposés¹. » Les industriels pensèrent qu'il était préférable de substituer, dans toute la mesure du possible, des machines à une main-d'œuvre dont les revendications, souvent inconsidérées et irréalisables, aboutissaient à troubler la production. Les ouvriers, de leur côté, s'imaginèrent que leur devoir était de tromper la surveillance et de produire le moins d'ouvrage possible, afin de laisser de la besogne à leurs semblables. Ainsi se firent jour des malentendus et des conceptions erronées qui se développèrent petit à petit, et finirent par creuser un gouffre entre les parties en présence.

« Le vice le plus redoutable, parce qu'il est le précurseur « habituel de la ruine des empires, est l'antagonisme qui « divise notre société en plusieurs corps ennemis. » assure² F. Le Play, qui ajoute un peu plus loin³ : « Je ne veux pas « dire que l'antagonisme social soit un fait nouveau, spécial à notre époque : je reconnais même que les discordes « civiles avaient autrefois un caractère de violence qu'elles « n'offrent plus guère aujourd'hui. Mais il y a entre les « deux époques cette différence essentielle que, sous l'ancien régime, chaque patron allait au combat soutenu par « ses clients, ses ouvriers ou ses domestiques ; tandis que, « désormais, il les rencontrerait armés devant lui. » Au temps des corporations, nous trouvons, en effet, maints

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, introduction, p. 8.

2. *Ibid.*, p. 7.

3. *Ibid.*, tome I, p. 52.

exemples de rivalités et de luttes aussi acharnées qu'interminables, comme celle des fripiers et des tailleurs, ou encore celle des savetiers et des cordonniers. Dans tous ces cas, maîtres et subordonnés marchèrent de concert; de nos jours, au contraire, c'est dans la maison même qu'il y a dissension.

Autrefois, lorsque chaque objet fabriqué était entièrement l'œuvre d'un même ouvrier, celui-ci se passionnait pour sa tâche et lui consacrait ses soins et ses pensées. Du jour où les nouvelles méthodes de spécialisation eurent réduit la besogne du travailleur manuel à l'accomplissement d'un geste automatique, d'un mouvement unique sans cesse répété, il se désintéressa de ce qu'il faisait et ne se préoccupa plus que de lui-même. En comparant son mode d'existence à celui de son patron, qu'il ne voyait plus que de loin, entouré de luxe et de confort, la jalousie et l'envie naquirent dans son cœur. Il se persuada qu'un pareil écart n'était pas justifié, et que son employeur prélevait, pour se l'attribuer, une part de la plus-value que son travail conférait aux produits. Le développement des sociétés anonymes favorisa beaucoup la propagation de cette idée, car la légitimité du droit de participation aux bénéfices d'actionnaires, qui ne collaborent pas personnellement au succès de l'entreprise, n'offrit jamais, pour les classes laborieuses, un caractère d'évidence très prononcé.

La croyance du salarié en sa spoliation d'une partie du fruit de ses efforts, jointe à la misère, explique comment les populations industrielles se sont laissées entraîner à désirer le bouleversement d'une société qui, croient-elles, les exploite et les tient à l'écart.

La rapidité avec laquelle se développa cette tendance, dans les milieux ouvriers, s'explique en grande partie par

les efforts qu'accomplirent « les orateurs de nos cinq cent « mille cabarets¹ ».

L'avènement du régime représentatif, suivi de l'extension continue du corps électoral, sous la poussée irrésistible du mouvement démocratique, livrèrent aux démagogues la masse la plus considérable, mais aussi la moins instruite, de la population. Nombreux furent ceux qui n'hésitèrent pas à duper le peuple pour assurer le succès de leur carrière politique. Les travailleurs ruraux subirent relativement peu cette influence, car le labeur solitaire des champs et le contact permanent de la nature avaient doté leur pensée de calme et de réflexion. Les ouvriers des manufactures, au contraire, vivant dans l'atmosphère artificielle des villes, où leur dénuement s'irritait au cotoiement du luxe, et où leurs esprits étaient maintenus dans un état continu de surexcitation par des discussions sans cesse reprises, constituèrent, pour de mauvais bergers, des troupes faciles à entraîner. Non seulement ils ne bénéficiaient pas, en effet, d'une instruction suffisante pour pouvoir pousser les raisonnements qu'on leur tenait, jusqu'au point d'entrevoir les conséquences fatales des réformes qu'on leur promettait; mais, de plus, la misère leur enlevait toute impartialité, en les incitant à croire qu'ils ne pouvaient que gagner à un bouleversement général.

L'antagonisme social provoqué par le paupérisme fut ainsi exaspéré par la politique. En dressant l'un contre l'autre le bourgeois incarnant le capital et l'ouvrier représentant la main-d'œuvre, on commit le crime de mettre aux prises des individus dont les intérêts concordent au fonds, puisque leur collaboration est nécessaire pour assurer leur

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, préface.

productivité, et on introduisit en même temps, dans la société, un élément de dissociation capable un jour de mettre en péril la civilisation elle-même. F. Le Play, en abandonnant sa carrière scientifique pour se consacrer à l'économie sociale, vit prophétiquement l'importance primordiale de ce que l'on allait intituler, par la suite, le problème du prolétariat.

CHAPITRE II

LE 'PLAY, L'INTERVENTIONNISME ET LE SOCIALISME

La détresse de la classe ouvrière, sous le nouveau régime manufacturier, émut beaucoup l'opinion. Ce spectacle lamentable était en effet d'autant plus apparent qu'il s'agissait, par suite du développement industriel, d'une fraction croissante de la population. Une littérature abondante décrivit les conséquences du paupérisme et attira l'attention sur la gravité de la situation. L'étude des questions sociales fut ainsi portée à l'ordre du jour, et de nombreux esprits généreux s'y adonnèrent avec passion. Tel fut le cas de Dupont-White avec qui siégea Le Play, à la Commission du Luxembourg.

La misère du peuple préoccupait au plus haut degré cet écrivain. « Dans une société comme la nôtre, adonnée à « produire, parvenue au point de civilisation que cela signifie, le dissolvant n'est plus la voie de fait qui est le « vice des sociétés naissantes et grossières, affirmait-il¹. « Le danger est ailleurs; il consiste dans un ensemble de « mœurs, de faits, d'accidents, qui font à la classe des travailleurs, c'est-à-dire à la masse des hommes, une condition précaire. C'est là que la sécurité est à maintenir « ou à restaurer. C'est de ce côté que l'ordre public est vul- « nérable. »

1. *L'Individu et l'Etat*, par M. Ch. Dupont-White, 2^e édition, p. 64

Pour remédier à cet état de choses, Dupont-White ne compte pas sur les individus. A la question de savoir « si les hommes, sous la seule impulsion de leur intérêt et sous la seule discipline d'un pouvoir armé contre la violence, peuvent réaliser la civilisation, c'est-à-dire l'amélioration morale et physique des sociétés, » il répond catégoriquement : « nous ne croyons pas à ce mérite suprême de l'égoïsme, à cette puissance de l'individu¹. » C'est vers l'Etat qu'il se tourne pour obtenir l'amélioration des conditions d'existence des classes inférieures, car, pense-t-il, « la loi première d'un gouvernement est la protection de toute faiblesse². »

Dupont-White avait en l'Etat une confiance quasi-mystique. « L'Etat, aimait-il à dire³, c'est l'homme moins la passion; l'homme à une hauteur où il entre en commerce avec la vérité même, où il ne rencontre que Dieu et sa conscience... De quelque façon qu'il soit constitué, l'Etat vaut mieux que les individus. » « Toutes les voies de la civilisation, assurait-il⁴, sont hérissées d'un éternel obstacle : l'individu, avec son infirmité et sa maliginité. Il n'y a qu'une force pour le réduire et pour repandre dans le monde, l'équité, l'ordre, la morale : c'est la force croissante des lois et de l'Etat. »

Pas plus que Dupont-White, Le Play ne croyait à la bonté et à la vertu naturelle de l'homme. « Nos pères, on a peine à le comprendre, écrivait-il⁵, se sont passionnés pour cette fausse conception sur la nature humaine; et

1. *L'Individu et l'Etat*, par M. Ch. Dupont-White, 2^e édition, p. 258.

2. *Ibid.*, p. 13.

3. *Ibid.*, p. 172.

4. *Ibid.*, p. 11.

5. *Le Programme des Unions de la paix sociale*, par F. Le Play, Tours 1876, p. 56.

« en cela ils se sont mis en contradiction avec l'expérience
 « de tous les temps. » Les deux écrivains portaient donc
 d'un point commun en pensant que l'individu ne pouvait
 être livré à lui-même, mais ils cherchèrent le salut dans
 des voies bien différentes; l'un dans l'exaltation des fonctions de l'Etat, l'autre dans l'influence de la famille et des autorités naturelles.

Tout en reconnaissant que « le partage entre ces deux
 « branches de l'activité sociale (vie privée et vie publique)
 « ne peut être établi en théorie ni en pratique d'une manière absolue¹. » Le Play se montre nettement hostile à l'extension des attributions de l'Etat. « Les écrivains qui se
 « plaisent à réclamer en toutes choses la tutelle de l'Etat
 « y ont souvent fait appel pour guérir la plaie du paupérisme, dit-il². Tout ce que j'ai observé, loin de justifier
 « ce genre d'intervention, en démontre au contraire le danger. » « Ce régime pervertit les esprits, estime l'auteur
 « de la *Réforme sociale*³, en les habituant à croire que l'Etat
 « a qualité pour se charger de toutes les fonctions qui,
 « chez les peuples libres et prospères, appartiennent exclusivement aux individus et aux familles. »

C'est aux légistes que Le Play attribue l'introduction en France de l'interventionnisme. « Dès le xiv^e siècle, remarque
 « t-il⁴, ces derniers, important chez nous les idées de la
 « décadence romaine, commencèrent à familiariser l'opinion avec la nécessité de faire intervenir l'autorité publique dans la vie intime des familles. » Par la suite, la multiplication des charges vénales favorisa encore cette

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome III, p. 12.

2. *Ibid.*, tome II, p. 466.

3. *Ibid.*, t. III, p. 378.

4. *Ibid.*, tome III, p. 346.

tendance. « Obéissant à la propension de tous les gouvernements qui ont suivi cette marche rétrograde, la royauté commença à mettre en avant un nouveau programme : elle se donna la mission de provoquer la prospérité publique et privée, même dans les modes d'activité jusqu'alors réservés à l'initiative individuelle¹. » Les intendants devaient contribuer aussi à cette évolution. « Faisant appel, en cas de résistance déclarée, à la royauté qu'elle semblait servir, cette classe eut bientôt envahi la majeure partie du domaine individuel, et faussé tous les éléments de la constitution sociale. Grâce à son concours l'Etat se substitua de proche en proche aux pouvoirs locaux, aux corporations, aux familles² ». « Les réformateurs de 1789 n'ont guère aperçu le précipice vers lequel notre pays était ainsi entraîné³. » « Suivant l'exemple donné par toutes les tyrannies, le nouveau gouvernement proclama l'intention de prendre à sa charge le bien-être des individus et des corporations libres qu'il dépouillait de leur initiative. Il revint, en conséquence, avec une exagération dépassant toutes les limites connues, aux plus mauvaises pratiques du régime que l'on avait cru détruire⁴. » « L'Assemblée Nationale... s'attribua la charge de pourvoir aux besoins de travail ou d'assistance⁵. » « Elle se flatta d'empêcher par ses règlements la hausse des prix⁶. » « Ce régime tomba bientôt sous le mépris public⁷ », mais certains abus survécurent et se développèrent par la suite.

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome III, p. 349.

2. *Ibid.*, p. 350.

3. *Ibid.*,

4. *Ibid.*, p. 351.

5. *Ibid.*, p. 352.

6. *Ibid.*, p. 353.

7. *Ibid.*, p. 354.

Selon Le Play, la tâche de l'Etat est simple : « Il n'a qu'à « s'interdire toute faveur et toute coopération. Son unique « obligation est d'appliquer les principes généraux de gouvernement en ce qui touche la paix publique et la sécurité individuelle¹. » « Le Souverain et les agents du gouvernement central, précise-t-il², n'ont, à vrai dire, qu'une « attribution : veiller au maintien de la paix publique », ce qui se traduit, au point de vue pratique, par les six fonctions suivantes : 1° organiser la justice et la police; 2° entretenir les bonnes relations avec les nations étrangères; 3° constituer une armée capable de défendre le territoire ainsi que 4° une flotte également suffisante; 5° veiller à la sécurité du domaine colonial; 6° instituer un bon régime financier destiné à permettre de faire face à ces dépenses³. La place que le sociologue reconnaissait ainsi à l'Etat était donc bien modeste, secondaire; pourrait-on même dire.

Les peuples heureux, affirmait-il⁴, sont ceux qui « étendent sans cesse la vie privée aux dépens de la vie publique. » Le fait pour les particuliers de requérir l'intervention de l'Etat dans leurs propres affaires montre, en effet, que celles-ci ne sont guère prospères. C'est aussi un signe de décadence, prouvant que les individus n'ont plus l'énergie suffisante pour faire face à leurs responsabilités.

Les citoyens doivent pouvoir diriger eux-mêmes le mouvement matériel, intellectuel et moral. « Les peuples incapables de ces hautes initiatives perdront le rang qu'ils « avaient antérieurement conquis... La France est particu-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 174.

2. *Ibid.*, tome III, p. 552.

3. *Ibid.*, p. 553.

4. *Ibid.*, p. 21.

« lièrement engagée sur cette pente dangereuse... Il est
« temps pour elle de prendre une autre direction¹. »

Tout en se situant aux antipodes de Dupont-White; Le Play ne se rapproche guère non plus de Bastiat. On a souvent exagéré l'optimisme de cet écrivain : il n'ignorait ni la misère de la classe ouvrière, ni ses répercussions possibles. « Il a pu être de mode, pendant un temps, écrivait-il², de rire de ce qu'on appelle le problème social; et, « il faut le dire, quelques-unes des solutions proposées « ne justifiaient que trop cette hilarité railleuse. Mais, quand « au problème lui-même, il n'a certes rien de risible; c'est « l'ombre de Banquo au banquet de Macbeth, seulement « ce n'est pas une ombre muette, et, d'une voix formidabile, elle crie à la société épouvantée : une solution ou « la mort. »

Cette solution Bastiat, pas plus que Le Play, ne croit qu'elle se trouve dans « les systèmes aussi dangereux qu'ab-
« surdes qui enseignent au peuple à tout attendre du gou-
« vernement³ ». Il la voit au contraire dans la liberté individuelle la plus large possible, car, affirme-t-il⁴, « les inté-
« rêts, abandonnés à eux-mêmes, tendent à des combinai-
« sons harmoniques, à la prépondérance progressive du bien
« général. » Cette conviction apaise ses craintes et explique sa doctrine qui peut se résumer ainsi : « attendez la
« fin, et vous verrez que, si chacun s'occupe de soi, Dieu
« pense à tous⁵. »

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome III, p. 22.

2. *Harmonies économiques* par B. Bastiat, 10^e édition des œuvres complètes, tome VI, p. 2.

3. *Ibid.*, p. 20.

4. *Ibid.*, p. 7.

5. *Ibid.*, p. 290.

Le Play s'insurge contre cette conclusion; son âme d'apôtre se révolte devant cette solution paresseuse. « On fait
 « une œuvre stérile, écrit-il¹, en se bornant à dire que le
 « régime actuel est conforme à l'équité, que la liberté du
 « travail suffit à tout; que, si les lois économiques peuvent
 « amener certaines conséquences douloureuses, en somme
 « le bien l'emporte sur le mal; et qu'en conséquence
 « il faut laisser faire et laisser passer. Cette résignation aux
 « réalités du progrès social est facile quand on n'a qu'à la
 « conseiller. Mais si la foi et la religion peuvent prêcher
 « au nom des croyances éternelles et des promesses de la vie
 « future, peut-on espérer que la philosophie et l'économie
 « politique réussissent à l'imposer? Comment croient-
 « elles enchaîner, devant cette abstraction du progrès so-
 « cial, les appétits qui se révoltent sous l'impulsion de la
 « souffrance et des prédications subversives. Tout en lais-
 « sant à la religion sa tâche d'apaisement, la science so-
 « ciale a aussi la sienne à remplir sur son propre terrain. »

Le Play professe, comme Bastiat, l'opinion que le libre jeu des lois économiques est la condition la plus favorable au développement des richesses; mais, après avoir constaté que les populations laborieuses, livrées à elles-mêmes, ne savent pas en profiter pour améliorer d'une façon permanente leurs conditions d'existence, il estime que la paix sociale exige que les classes dirigeantes interviennent sans tarder pour aider le peuple à sortir de la misère. Ainsi, remarquent très justement MM. Ch. Gide et Ch. Rist dans leur *Histoire des doctrines économiques*, « l'école de Le Play est, parmi les écoles socialo-chrétiennes, la plus rap-

1. *Le Programme des Unions de la paix sociale*, par F. Le Play, Tours 1876, p. 109 et suivantes.

« prochée de l'école libérale classique... Elle a la même
 « antipathie pour le socialisme et la même défiance contre
 « l'intervention de l'Etat. Mais d'autre part, elle se sépare
 « absolument de l'école libérale, surtout sous sa forme opti-
 « miste française, par une dénégation absolue du principe
 « que le bien des individus se réalisera de lui-même¹. »

S'il convient de rechercher de quel économiste Le Play se rapproche le plus, il semble bien qu'il faille citer Sismondi. Tout en différant par certains côtés, ces écrivains offrent en effet de nombreux points communs.

Leurs méthodes d'investigation sont voisines. Dès son premier ouvrage, *De la Richesse commerciale*, paru en 1803, Sismondi s'exprime ainsi² : « L'économie politique est fondée
 « sur l'étude de l'homme et des hommes; il faut connaître la
 « nature humaine, l'état et le sort des sociétés en différents
 « temps et en différents lieux, il faut consulter les historiens
 « et les voyageurs, *il faut voir soi-même*; non seulement
 « étudier les lois, mais savoir encore comment elles sont
 « exécutées, non seulement compulser les tableaux d'ex-
 « portation et d'importation, mais connaître la face du
 « pays, *entrer dans le sein des familles*, juger de l'aisance,
 « ou de la gêne chez la masse du peuple, vérifier les grands
 « traits *par des observations de détail*, et rapprocher sans
 « cesse la science de la pratique journalière. Une pareille
 « étude peut être longue, mais elle n'est certainement ni
 « sèche ni rebutante : c'est la philosophie de l'histoire et
 « des voyages. » Plus tard, en 1837, dans ses *Etudes sur*
 « *l'économie politique*, il déclare que « c'est dans les

1. *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, par MM. Ch. Gide et Ch. Dist, Paris 1909, p. 560.

2. *De la Richesse commerciale*, par J. C. L. Simonde de Sismondi, Genève 1803, tome I, préface, p. XV.

« détails qu'il est essentiel d'étudier la condition humaine,
 « Il faut s'attacher tantôt à un temps, *tantôt à un pays*.
 « *tantôt à une profession*, pour voir bien ce qu'est l'homme,
 « et comment les institutions agissent sur lui... Je suis
 « persuadé, dit-il¹, qu'on est tombé dans de graves erreurs,
 « pour avoir toujours voulu généraliser tout ce qui se
 « rapporte aux sciences sociales. » Comme nous pourrons le
 constater par la suite, il est des plus probable que la méthode des monographies de Le Play s'est inspirée de ces principes.

Sismondi et l'auteur de la *Réforme sociale* ont également une conception identique de l'objet de la science à laquelle ils se sont adonnés. Ni l'un ni l'autre ne se cantonne dans l'économie politique. Ils font tous deux de l'économie sociale. Ils sont plus et mieux que des économistes : ce sont des sociologues. Ils ne se contentent pas, en effet, d'étudier les richesses à un point de vue purement objectif, mais les considèrent surtout par rapport aux individus et aux populations.

Les conséquences de l'évolution industrielle ont profondément frappé Sismondi. Le paupérisme l'a bouleversé. Le sort des pauvres, des prolétaires, comme nous dirions aujourd'hui, a toujours été sa préoccupation dominante. Selon lui, l'économie politique est « en grand la théorie de
 « la bienfaisance, et tout ce qui ne se rapporte pas en
 « dernier résultat au bonheur des hommes, n'appartient point
 « à cette science² ». « Nul écrivain, constate Blanqui,

1. *Etudes sur l'économie politique*, par J. C. L. Simonde de Sismondi, Paris 1837, préface, p. IV.

2. *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*, par J. C. L. Simonde de Sismondi, 2^e éd., tome II, p. 250.

3. *Histoire de l'économie politique en Europe*, par A. Blanqui, 3^e édition, tome II, p. 236.

« n'avait montré jusqu'à ce jour une sympathie plus noble
 « et plus touchante pour les classes laborieuses; nul n'a flétri
 « avec plus d'énergie l'égoïsme des riches et l'insouciance
 « des hommes chargés de veiller aux intérêts du plus grand
 « nombre. » Le Play obéissait aux mêmes aspirations; il
 cherchait également à améliorer la situation des popula-
 tions ouvrières, et s'efforçait aussi de secouer l'apathie des
 classes supérieures.

En ce qui concerne les moyens de réaliser la prospérité
 générale et la paix sociale, l'analogie se poursuit. Sismondi
 préconise le retour à la propriété patriarcale et la multipli-
 cation des petits propriétaires. Si, de son côté, Le Play
 est hostile au partage forcé et lutte en faveur de la liberté
 testamentaire, c'est précisément en vue d'éviter que la
 petite propriété ne soit morcelée et divisée au point que ses
 détenteurs ne puissent plus en vivre. « Ce régime, cons-
 « tate-t-il¹, n'achemine point les familles vers l'égalité.
 « Loin de réaliser cette pensée favorite des niveleurs de
 « 1793, il a partout abaissé la condition des classes infé-
 « rieures en multipliant les salariés. »

Sismondi estime que tout employeur agricole ou manu-
 facturier doit pourvoir « non seulement à l'âge viril de ses
 « ouvriers, mais à... leur vieillesse, à leurs maladies² », car
 il n'est pas juste qu'après en avoir profité, « il les repousse
 « à la charge de la société³ ». Telle est aussi l'opinion de
 Le Play. Les idées de ces économistes concordent bien,
 seules leurs expressions varient; ce que le premier appelle
 « garantie professionnelle », le second l'intitule « patronage. »

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 79.

2-3. *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*, par J. C. L. Simonde de Sismondi, 2^e éd., tome II, p. 363.

Tout en reconnaissant aux deux écrivains une grande similitude de pensée, il convient de remarquer combien leur nature diffère. Sismondi était doué d'une sensibilité si profonde qu'il est sans cesse tourmenté par la vision de la misère des pauvres, et que ses ouvrages ne sont guère qu'un long cri de pitié. Le socialisme en profita pour puiser des armes dans ses œuvres et le revendiqua même parfois, quoiqu'à tort, pour l'un des siens. Il ne put agir ainsi avec l'auteur de la *Réforme sociale* qui était plus froid ou en tout cas parvenait mieux à se dominer.

Le Play fut avant tout un réaliste comme nous dirions aujourd'hui. Il n'admettait comme vrai que ce qui lui était démontré tel par sa propre expérience. Ceci explique pourquoi aucun des nombreux systèmes socialistes, qui eurent cependant une si grande vogue à son époque, ne réussit à exercer d'emprise sur lui.

« En quittant les écoles après la révolution de 1830, « écrit-il dans l'introduction de sa *Réforme sociale*¹, je me trou-
« vai au milieu du mouvement qui portait les esprits vers
« l'étude des questions sociales. Je remarquai surtout
« l'ardeur avec laquelle plusieurs de mes condisciples propa-
« gèrent alors la doctrine du saint-simonisme, qui dut à
« leurs travaux et à leur mérite personnel une certaine
« célébrité. Ne pouvant partager les opinions de mes amis,
« ni démontrer l'erreur dans laquelle ils s'engageaient,
« je compris qu'en matière de science sociale nos écoles
« n'offraient aucune méthode qui aidât à distinguer le vrai
« d'avec le faux et suppléât à l'inexpérience de la jeunesse.
« Sentant mon impuissance et ne trouvant aucune direc-
« tion auprès de nos maîtres, je cherchai avec ardeur, dans

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 63.

« cet ordre de connaissance, des moyens de certitude. Sui-
 « vant le précepte du grand homme (Descartes) qui m'a
 « fourni l'épigraphe de cet ouvrage, et m'aidant du scep-
 « ticisme propre à notre temps, je tins pour non avenues,
 « jusqu'à vérification personnelle, les opinions au milieu
 « desquelles j'avais été élevé. Comme il ne me fut pas possi-
 « ble de me soustraire à certaines convictions, je recherchai
 « avec sollicitude les preuves qui semblaient les combattre,
 « et je fréquentai les hommes de bien imbus de convictions
 « opposées... Je compris que je ne me rendrai un compte
 « exact des institutions de la France qu'en les rapprochant
 « de celles des pays étrangers... J'admis enfin comme règle
 « de mes études que je devais demander l'exemple du bien
 « aux peuples libres et prospères chez lesquels toutes les
 « classes, unies par une solidarité intime, se montrent
 « dévouées au maintien de la paix publique. » « Je compris,
 « dit-il encore¹, que les véritables éléments de la réforme
 « seraient indiqués par le rapprochement de deux séries
 « de travaux : par l'analyse méthodique des erreurs de
 « nos maîtres et de nos lettrés; par la recherche des bons
 « exemples que donnent les Autorités sociales de l'Europe...
 « Dès que j'eus reconnu l'inexactitude de plusieurs opi-
 « nions au milieu desquelles j'avais été élevé, je m'habituai
 « si bien à subir l'autorité de l'expérience, que j'éprouvai
 « bientôt plus de satisfaction à découvrir mes erreurs que je
 « n'en trouvais précédemment à me croire en possession de
 « la vérité. »

Telles sont les dispositions d'esprit qui devaient pré-
 server Le Play des séductions du socialisme. Si cette doc-
 trine pouvait, en effet, s'enorgueillir de penseurs éminents,

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 66.

elle ne présentait pas encore, à cet époque, de vastes réalisations pratiques à son actif. Tout au plus quelques vagues essais avaient-ils été tentés, et leur insuccès, tant en Amérique qu'en Europe, ne fit qu'ancrer plus profondément en lui la conviction de « l'impuissance avérée des « utopies contemporaines¹. » On peut logiquement penser, s'il avait assisté à l'expérience socialiste de grande envergure qui se poursuit de nos jours en Russie, son opinion n'aurait pas varié, car il avait coutume de ne juger les institutions qu'à leurs fruits.

L'auteur de la *Réforme sociale* se défiait des idéologues et même des savants et des lettrés : « le temps n'est pas « éloigné, aimait-il à dire², où l'on réfutera suffisamment « une doctrine sociale ou un ouvrage d'histoire en constatant que l'auteur n'a jamais rien observé en dehors du « lieu qu'il habite. » Or, les systèmes socialistes n'ont pas, en général, été conçus par des hommes engagés dans les diverses branches de la production, mais bien plutôt par des penseurs et des écrivains³.

C'est un fait remarquable que l'œuvre de Le Play ne soit marquée d'aucune empreinte socialiste, si légère soit-elle, étant donné que c'est précisément à l'époque où elle fut conçue que ce mouvement vit surgir ses plus ardents propagateurs.

On distingue habituellement deux sortes de socialisme : le socialisme utopique, dont les représentants principaux sont Saint-Simon, Fourier, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, et le socialisme scientifique dont le père est Karl Marx.

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 468.

2. *Ibid.*, tome I, p. 63.

3. Il convient de faire une exception pour R. Owen, le père de l'associationnisme, qui fut un grand industriel et qui s'efforça de mettre ses théories en pratique dans ses propres entreprises.

Il n'y a pas entre eux de cassure tout à fait nette. Ils ont un fonds commun qui est la négation de la propriété individuelle et la revendication d'une certaine égalité de fait entre les hommes. Mais ils diffèrent de méthode, de ton et aussi de moyens. Les socialistes utopiques se laissent davantage aller à leur imagination, tandis que les socialistes scientifiques s'efforcent, du moins en apparence, de suivre de plus près le mouvement des faits. Nous disons en apparence, car, dans le marxisme, il y a une très large part d'idéologie et d'anticipation aventureuse, bien que ses théoriciens, avertis par l'expérience, aient évité de décrire avec trop de soin la cité future. Quoiqu'il en soit, et selon une parole de M. Deschamps, toutes ces doctrines ont un corps qui est la suppression de la propriété privée et une âme qui est la poursuite d'un certain égalitarisme.

« A la vue de ces maux, remarque Le Play parlant de « ceux engendrés par le paupérisme¹, plusieurs écrivains « de notre temps ont été conduits à condamner le principe « même des sociétés de l'Occident. » La propriété privée est, en effet, le fondement de l'organisation économique moderne. Elle constitue « la récompense naturelle du travail et de l'épargne, c'est-à-dire des deux vertus sur lesquelles reposent surtout l'indépendance des individus et la « puissance des sociétés². » C'est « une des institutions qui « s'appuient le mieux sur la raison et la justice. Elle a pourtant été contestée à ce double point de vue par des auteurs « qui se sont ainsi créé une certaine célébrité³. »

Sous le régime actuel, où la plus grande partie des biens de production se trouvent aux mains des particuliers,

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 442.

2. *Ibid.*, tome I, p. 232.

3. *Ibid.*, tome I, p. 231.

c'est l'intérêt personnel qui dirige l'économie¹, et il ne saurait y avoir de facteur plus actif de progrès, car par lui les individus sont sans cesse incités à accroître la productivité des richesses dont ils sont détenteurs. « L'expérience de chaque jour, constate Le Play², montre que la propriété devient plus féconde à mesure que le propriétaire est plus maître d'en jouir à son gré. »

« Or, voici tout à coup des écrivains qui, ... avec les économistes, proclament le maximum de production comme but de l'organisation économique, et qui portent néanmoins les mains sur l'arche sainte, attaquent la propriété avec la dernière énergie, s'aventurent sur ce terrain jusque là réservé et le font avec une telle hardiesse et une telle vigueur, que leur système contient déjà presque toutes les idées et toutes les formules, qui après eux deviendront les lieux communs de la littérature socialiste au XIX^e siècle. Avec une vue très nette du but à poursuivre, ils envisagent la propriété dans ses effets sur la répartition et la production des richesses et dans son évolution historique, et ils concluent à son abolition comme au meilleur moyen de porter à sa perfection l'organisation scientifique et industrielle de nos sociétés modernes³. »

Le Play méprise leur aveuglement. « Les écrivains qui dans ces derniers temps, écrit-il⁴, ont prôné le retour au principe de la propriété collective, se placent en contradiction avec les faits que présentent les meilleures organisations sociales de l'Europe. Ceux qui se flattent de

1. « L'un des plus puissants mobiles de l'humanité, l'intérêt personnel, est constamment mis en jeu dans les entreprises individuelles. » *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome III, p. 366.

2. *Ibid*, tome I, p. 237.

3. *Histoire des doctrines économiques*, par MM. Ch. Gide et Ch. Rist, Paris 1909, p. 230.

4. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 232.

« lutter contre les manufactures individuelles de l'Angleterre
« avec le concours de communautés analogues à celles du
« moyen âge, commettent une erreur aussi grave que s'ils
« voulaient aujourd'hui soutenir une guerre avec les armes
« de jet de cette même époque. »

En réclamant l'abolition de la propriété privée, les socialistes étaient poussés par la croyance qu'ils supprimeraient avec elle la cause de l'inégalité des conditions et de la misère. Ils comptaient éliminer la concurrence par l'attribution des moyens de fabrication à un groupement plus ou moins étendu, ce qui devait permettre d'adapter rigoureusement la production aux besoins de la consommation, en évitant avec tout danger de crises, leurs conséquences funestes : le chômage et le paupérisme. Beaucoup pensaient en outre compléter « l'œuvre de 1789 en détruisant l'intervention stérile des patrons, ces derniers parasites de l'ordre social¹. »

Henri de Saint-Simon fut un des pionniers du socialisme. Il eut une vie aventureuse et désordonnée. A seize ans il prenait part à la guerre de l'Indépendance, en Amérique. Revenu en France, il s'enthousiasma pour les principes de 1789, répudia son titre de comte et rédigea une adresse à la Constituante, demandant qu'on abolit « les distinctions impies de la naissance. » Il n'en fut pas moins enfermé à Sainte-Pélagie, et ne dut son salut qu'au 9 Thermidor. Son ardeur à participer au mouvement était stimulée par l'espoir que celui-ci marquerait le début d'une ère de justice. Le calme revenu il constata que, si la prospérité renaissait, les individus étaient loin d'en bénéficier également. Déçu, il se mit à faire une active propagande en

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 244.

vue d'une plus juste répartition des richesses. Après de multiples aventures, il finit par mourir dans la misère en 1825.

Saint-Simon n'écrivit aucun ouvrage considérable. Ses théories se trouvent exposées dans plusieurs textes, dont le plus connu est la célèbre parabole qui le mena en cours d'assises, où il affirmait la prééminence des producteurs sur les oisifs. « Supposons, y disait-il, que la France perde
« subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cin-
« quante premiers chimistes, ses cinquante premiers phy-
« siologistes, ses cinquante premiers banquiers, ses deux
« cents premiers négociants, ses six cents premiers agri-
« culteurs... La nation deviendrait un corps sans âme
« à l'instant où elle les perdrait... Admettons... qu'elle ait
« le malheur de perdre le même jour Monsieur, frère du Roi...
« tous les grands officiers de la Couronne, tous les minis-
« tres d'Etat avec ou sans département... et en sus de cela
« les six mille propriétaires les plus riches parmi ceux qui
« vivent noblement,... cet accident affligerait certainement
« les Français parce qu'ils sont bons, mais cette perte de
« trente mille individus réputés les plus importants de
« l'Etat ne causerait de chagrin que sous le rapport senti-
« mental car il n'en résulterait aucun mal politique pour
« l'Etat. »

Nous retrouvons chez Le Play, quoique exprimée avec plus de mesure, la même hostilité à l'égard de l'oisiveté et de l'absentéisme. « Le peuple qui, par un privilège funeste,
« pourrait subsister sans travail serait voué, par cela même,
« à une infériorité relative..., affirmait-il¹. Les classes
« dirigeantes d'une nation perdent leur ascendant en

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome II, p. 14.

« devenant oisives. Ainsi, en France, la noblesse commença
« à décliner, dès que l'institution des armées permanentes
« l'eut dispensée du service militaire. » La reconnaissance
de l'excellence du travail et de son éminente dignité, loin
d'être une idée révolutionnaire, est en effet proclamée à la
fois par tous les théologiens et tous les moralistes.

Lorsque Saint-Simon utilise le terme de travailleur, il
ne l'emploie pas dans le sens où les socialistes s'en servent
de nos jours. Ce mot était très logiquement considéré
par lui comme s'opposant à oisif, et ne se limitait nulle-
ment à la désignation des seuls ouvriers manuels. Pour
Saint-Simon les entrepreneurs, les directeurs, les ingénieurs
étaient également des travailleurs. Son but était de consti-
tuer une société où industriels et techniciens seraient
maîtres. On conçoit de la sorte que l'Ecole polytechnique
ait pu lui fournir d'aussi nombreux disciples, tels que
Bazard, Enfantin, Rodriguez, et l'un des meilleurs amis de
Le Play, Louis Reynaud¹.

Ceux-ci, après la mort de leur maître, firent de grands
efforts pour répandre leurs idées. Ils réclament la suppres-
sion des tributs qui pèsent sur le travail. « Ils demandent
« l'abolition de tous les privilèges de la naissance sans ex-
« ception, et par conséquent la destruction de l'héritage,
« le plus grand de tous... Ils demandent que tous les ins-
« truments de travail, les terres et les capitaux... soient
« réunis en un fonds social, et que ce fonds soit exploité par
« association² ».

Le Play se montre catégoriquement hostile à ces théo-
ries. Loin de désirer l'abolition des transmissions succes-

1. *Les Ouvriers européens*, 2^e édition, tome I, p. 35.

2. Lettre adressée au Président de la Chambre des députés le 1^{er} octo-
bre 1830.

sorales, son but était au contraire d'écarter la réglementation législative qui les entravait, et son argumentation serrée en faveur de la liberté testamentaire compte parmi les plus belles pages qu'il écrivit¹. L'organisation socialiste du travail ne le séduisait guère non plus. « Les communautés d'ouvriers, disait-il², développent peu chez les individus l'énergie qui accroît la production et la sollicitude qui restreint les consommations ou les dépenses. Le vice essentiel qu'elles présentent sous ce rapport consiste en ce que tout effort extraordinaire de zèle ou d'habileté charge exclusivement l'ouvrier qui l'accomplit; tandis que le supplément des produits qui en résulte, étant réparti entre tous les associés, ne lui attribue qu'une récompense insignifiante. Une autre forme de ce même vice organique consiste en ce que chacun profite exclusivement des satisfactions qu'il peut trouver dans l'indolence ou l'inattention; tandis que les inconvénients lèsent surtout la masse des associés. L'application au travail tend donc à s'affaiblir sous ce régime, par les plus naturelles propensions du cœur humain. »

L'Ecole saint-simonienne forme en quelque sorte, à la fois, la préface et la table des matières du socialisme. On y retrouve le germe de presque toutes les idées et les formules qui deviendront, par la suite, classiques dans la littérature révolutionnaire. Le Play, en refusant de s'enrôler sous sa bannière, ne devait pas non plus se rallier aux doctrines de Fourier, de Louis Blanc ou de Proudhon.

Fourier, dit-on, a été souvent traité de fou, et ce quali-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 290 à 319.

2. *Ibid.*, tome II, p. 270.

ficatif ne paraît pas excessif quand on lit les extravagances qui remplissent de nombreuses pages de ses écrits. Michel Chevalier en faisait grand cas cependant, tout en se montrant hostile à ses conclusions : « homme de génie et d'étude, observateur d'une grande pénétration, Fourier a connu bien autrement que les communistes le secret de la nature humaine et les tendances des sociétés. Il part d'une idée souverainement vraie : l'homme n'est pas fait pour l'isolement... L'association est la loi que Dieu nous a tracée... La concurrence que les communistes vouent à l'exécration, Fourier l'amortit, mais du moins il ne l'anéantit pas... Il assigne à l'intensité et à l'intelligence des efforts personnels une récompense proportionnelle. Il ne proscriit point les sentiments de famille, ni l'hérédité qui en est la sanction matérielle... Il ne confisque pas la propriété; seulement, quant à l'usage, il la délègue à des communautés petites ou grandes, groupes, séries ou phalanges, qui en servent le revenu, et même les dividendes qu'il promet au capital sont magnifiques¹. »

L'éloge est splendide, mais Michel Chevalier ne pense pas que le système de Fourier soit réalisable. « Je ne crois pas que le genre humain déserte la mesure qu'il habite aujourd'hui pour aller s'établir dans des phalanstères. C'est un système que je tiens pour impraticable. Fourier assure qu'il quadruplerait le produit du travail, il appauvrirait la société; que ce serait une harmonie admirable et perpétuelle, ce serait la plus complète anarchie. Cependant je souhaite que les livres de Fourier soient lus. A mes yeux, c'est un recueil de fables où il

1. *Lettres sur l'organisation du travail*, par M. Chevalier, Paris 1848, p. 206.

« y a infiniment de fantaisie, mais de fables dont la morale
 « est bonne, car elles concluent toutes à l'association, à la
 « solidarité, et il n'y a pas un sentiment dont il importe
 « plus que le public s'imprègne¹. »

Le Play, qui a toujours pris pour règle de juger un arbre à ses fruits, se borne à constater que « toutes les communautés organisées sur ce principe n'ont eu qu'une existence éphémère; et leur histoire n'a été qu'une marche rapide vers une ruine irrémédiable. Loin de faire naître entre les associés l'harmonie prédite par la doctrine, les phalanstères de France, comme les colonies agricoles récemment établies dans l'Amérique du Nord, n'ont guère produit que la haine et l'antagonisme². »

Michel Chevalier et Frédéric Le Play, dont les enfants devaient s'unir, professent une opinion semblable à l'égard des diverses expériences socialistes de leur temps, mais leurs méthodes sont bien différentes. Michel Chevalier critique en grand détail les doctrines des novateurs, les loue là où elles lui paraissent bonnes et ironise quand elles lui semblent irréalisables. Le Play, en général, n'y fait que des allusions. Il ne croit pas à l'efficacité des discussions théoriques. Il veut faire œuvre de constructeur, non de négateur. Il apporte tous ses soins à démontrer l'excellence de ses propres conceptions, basées sur l'étude de l'histoire et l'observation des faits. Il ne s'attarde pas à réfuter les multiples systèmes engendrés par l'imagination socialiste, et se contente de les confronter avec la réalité, estimant que c'est suffisant pour les anéantir. Michel Chevalier est plus vivant et plus brillant. Le

1. *Lettres sur l'organisation du travail*, par M. Chevalier, Paris 1848, p. 227.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 249.

Play est plus solide et plus serein. Cette différence de méthode est particulièrement sensible en ce qui touche Louis Blanc.

Le Play connaissait personnellement Louis Blanc. Il l'avait entretenu à diverses reprises de ses projets de réforme sociale et se plaisait à en citer cette phrase, prononcée publiquement en janvier 1848¹ : « Evitons les révolutions : « l'expérience nous apprend qu'à leur suite le peuple n'a « jamais rien gagné. » Son auteur ne devait pas tarder à donner une nouvelle preuve de ce qu'en politique les opinions successives et contradictoires sont fréquentes.

Louis Blanc s'était fait connaître en 1839 par la publication d'une brochure, intitulée *l'Organisation du travail*, où il faisait le procès du régime anarchique issu de la Révolution, et préconisait, pour mettre fin à la misère des travailleurs, de leur attribuer les biens de production. Les événements de 1848, en le portant au pouvoir, allaient le mettre à même de réaliser ses théories. Ce n'est pas toutefois dans les ateliers nationaux institués par l'Assemblée Constituante, simples procédés d'assistance, soi-disant par le travail, qu'il faut rechercher l'inspiration de Louis Blanc et son effort d'émancipation du prolétariat, mais dans l'abolition du marchandage et surtout dans la dotation de communautés ouvrières.

Le Play siégea sous sa présidence à la Commission du Luxembourg et fut à même de suivre ses actes de près. Or, quand il en parle, il ne procède que par voie d'allusion et sans faire de personnalité. « L'un des traits les plus curieux « de la révolution de 1848, dit-il², est la complaisance avec « laquelle la nation entière encouragea l'essai des com-

1. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 423, note 1 au bas de la page.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 243.

« munautés, que les lettrés-réformateurs de cette époque
 « présentèrent alors comme un moyen assuré de régéné-
 « ration sociale. Amenés à l'éclectisme par l'insuccès de tant
 « de révolutions, les pouvoirs nés de la révolte ne se cru-
 « rent pas le droit de repousser les solutions qu'on offrait
 « de toutes parts pour résoudre les problèmes posés à la
 « suite de la catastrophe. Quant aux masses populaires, chez
 « lesquelles on excite depuis 1789 des désirs d'égalité que
 « repousse la nature de l'homme, elles étaient naturellement
 « portées vers des innovations qui, attribuant aux ouvriers
 « la direction des travaux usuels, devaient rendre inutile
 « la fonction sociale des patrons. Cédant à ces diverses ten-
 « dances, l'Assemblée Constituante de 1848 accorda à ce
 « genre d'entreprises une dotation de trois millions, afin
 « d'écarter le seul obstacle qui selon les partisans de la com-
 « munauté eut entravé dans le passé le développement de
 « leur principe. Selon les novateurs l'initiative de l'Assem-
 « blée inaugurerait une ère nouvelle. Possédant enfin les
 « instruments de travail et assurés d'en recueillir tous les
 « fruits, les ouvriers allaient exploiter les ateliers avec un
 « redoublement d'intelligence et d'énergie. » Tout au plus
 Le Play énumère-t-il alors¹ les causes déterminantes de
 leur échec, lesquelles sont d'ailleurs inhérentes à toute expé-
 rience de socialisation de la production. « La plupart des
 « associations de 1848 ont été tout d'abord en butte à des
 « erreurs et à des passions incompatibles avec le succès d'une
 « entreprise commerciale. Le principe d'égalité qu'on a voulu
 « étendre jusqu'au taux des salaires a écarté les meilleurs
 « ouvriers; ou bien il a détruit promptement chez eux le
 « dévouement et la prudence. La participation aux béné-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édit., tome II, p. 273.

« fices, signalée d'abord comme le grand avantage des nouvelles institutions, n'a pas fourni les stimulants promis par les fondateurs. Très inquiets du présent, peu soucieux de l'avenir, les associés n'ont attaché qu'une médiocre importance à tout avantage qui n'aboutissait pas à une rétribution immédiate... Ceux qui ont voulu réagir contre cette imprévoyance, et qui seuls auraient été capables de gérer les intérêts communs, sont devenus suspects ou antipathiques à leurs confrères. Excitées par l'envie ou l'orgueil, propagées par l'esprit de coterie, ces répugnances ont fait repousser dans les élections les membres dignes du commandement. Enfin ceux-ci, lorsqu'ils étaient momentanément appelés au pouvoir, ont été bientôt déçus par l'ingratitude ou par l'opposition inintelligente de leurs subordonnés. » Ainsi, malgré des conditions de succès qui ne se rencontreront que difficilement à l'avenir, « le mouvement imprimé dans ce sens aux classes ouvrières de nos grandes villes n'a pas répondu aux espérances des partisans du nouveau système¹. »

L'auteur de la *Réforme sociale*, pensant que ce sont les résultats qui jugent les institutions, n'insiste pas. Michel Chevalier, au contraire, fait une réfutation en règle, point par point, des réformes de Louis Blanc. Il lui consacre plusieurs de ses lettres et un nombre considérable de pages étincelantes de verve². Michel Chevalier est un polémiste : il se doit à l'actualité ; tandis que Le Play s'efforce d'élever un monument durable.

Si éloignés que fussent de Frédéric Le Play les socialistes des environs de 1848, ils s'en rapprochaient néanmoins par

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édit., tome II, p. 245.

2. *Lettres sur l'organisation du travail*, par M. Chevalier, Paris 1848, pages 39 à 147.

un point. Comme lui, quoique par des moyens différents, Owen, Saint-Simon et Fourier cherchaient à fonder la prospérité générale et la paix sociale sur la collaboration de tous les producteurs manuels ou intellectuels. Il n'en est pas de même avec le marxisme. « Celui-ci repousse violemment « toute entente, même toute transaction avec la bourgeoisie, « non seulement avec les capitalistes mais avec les intellectuels¹ ». Dans tous ses éléments essentiels, matérialisme historique, lutte des classes, joie des crises et du paupérisme, théorie catastrophique, écrasement des élites, destruction de la famille et de la religion, le marxisme ne pouvait que remplir Le Play d'indignation et de tristesse; cependant, il ne s'astreint pas à en faire la critique détaillée, et se borne à le frémir en passant. « Si, écrit-il², survient un agitateur « habile, disposé à fonder sa fortune sur l'antagonisme des « maîtres et des ouvriers, il a pour lui toute chance de succès. « Il s'interpose au milieu des deux intérêts en se donnant « la mission qu'il est incapable de remplir, mais que les « maîtres ont abandonnés. Il se garde d'indiquer à la société, qu'il exploite à son profit, le vrai moyen de rétablir « la paix. Par ignorance ou par perfidie, il s'arme d'une « fausse science : il peint sa sympathie pour les humiliations « et les souffrances des ouvriers; et il impute le mal soit à « l'oppression exercée par les capitalistes, soit à l'organisation vicieuse du travail et de la société. Il déclare qu'un « remède radical est nécessaire, et il donne sa formule. Qu'on « l'applique, qu'on bouleverse les rapports sociaux, et aussi-tôt l'enfer du travail sera transformé en un véritable Eden ».

1. *Histoire des doctrines économiques*, par MM. Ch. Gide et Ch. Rist, Paris 1909, p. 542.

2. *Le Programme des Unions de la paix sociale*, par F. Le Play, Tours 1876, p. 108.

Quelle ironie ! Le Play croit au contraire que « les nations...
« qui soumettent la population entière à l'égalité forcée...
« tombent par cela même dans une irrémédiable décadence.
« Elles n'ont, dit-il¹, d'autres perspectives que des révolu-
« tions sans fin, tempérées par la lourde domination de la
« bureaucratie », et l'exactitude de cette pensée est cruel-
lement démontrée de nos jours.

« L'existence d'une classe nombreuse privée de toute pro-
« priété et vivant en quelque sorte dans un état de dénuement
« héréditaire, est un fait nouveau et accidentel, » affirme
l'auteur de la *Réforme sociale*², et il ajoute aussitôt, « les
« nations manufacturières de l'Occident, qui sont envahies
« par ce honteux désordre, y remédieront, non par le pro-
« cédé impuissant de la spoliation des riches, mais par la
« réforme morale de toutes les classes. »

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 473.

2. *Ibid.*, tome I, p. 239.

CHAPITRE III

L'ECOLE DE LA REFORME SOCIALE

Frédéric Le Play ne s'est pas assigné comme but essentiel de démontrer l'inanité des prétendus remèdes que les économistes socialistes proposaient pour délivrer la société du paupérisme et pour résoudre le problème du prolétariat. Il s'est attaqué personnellement à ces questions, et s'est surtout efforcé de faire œuvre constructive. A bien des points de vue, la doctrine qu'il enseigna prenait le contre-pied de celles exposées précédemment. Tandis que, sous l'influence des théoriciens révolutionnaires, remarquait l'abbé Baunard¹ : « la question ouvrière cherchait sa solution dans l'émeute et dans le sang, Le Play en avait « une autre », celle-là toute pacifique. A la lutte des classes il opposait leur collaboration : « la paix sociale, aimait-il à « dire, est le critérium du bonheur : les bons sont ceux qui « apaisent la discorde; les méchants, ceux qui la font naître; « le bien, c'est le bonheur dans la paix et l'union des âmes; « le mal, c'est l'inquiétude dans l'antagonisme et la « haine². » A l'emploi de la force brutale, il substituait l'évo-

1. *La Foi et ses victoires dans le siècle présent*, par l'abbé Baunard, Paris, 1884, p. 399.

2. Discours de M. Cheysson, membre de l'Institut, aux fêtes du centenaire de F. Le Play.

lution provoquée par la persuasion des esprits, et protestait contre l'abus qui était fait du mot réforme, lorsqu'on l'utilisait « dans le même sens que le mot révolution, pour « désigner un remède violent... je l'emploie, au contraire,... « écrit-il¹, pour indiquer une amélioration lente et régulière. » Aux conceptions philosophiques nées dans le calme d'un bureau de travail, aux procédés empiriques, il préférait l'emploi de méthodes scientifiques, les enquêtes, l'observation sur place des conditions de vie des peuples prospères. La base scientifique de la doctrine de Le Play est indéniable. Son objet étant l'économie sociale, il s'attacha à étudier l'existence de l'homme vivant en société, de la façon la plus rationnelle. Il choisit pour cela, dans chaque corps de métier, des individus types, qu'il eut toujours soin de prendre parmi les chefs de famille. Il pensait, en effet, que le devoir de l'homme est d'accepter les responsabilités de cet état, et qu'alors seulement il jouit de la plénitude de sa valeur sociale. Il était intimement persuadé, en outre, que la force d'une société repose, non pas sur les personnes, mais sur les groupements familiaux qui assurent, à la fois, le soutien de l'enfant, du malade et du vieillard, la protection de la femme, l'éducation de la jeunesse, l'enseignement de la tradition, et la continuité d'efforts que la mort menace toujours d'interrompre.

Il observa ainsi plus de trois cents familles dont il traça la monographie et établit le budget. L'importance de ce dernier résulte de ce que « tous les actes qui constituent « l'existence d'une famille d'ouvriers aboutissent, plus ou « moins immédiatement, à une recette ou à une dépense². » Il put de la sorte, pour prendre un exemple illustrant la va-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, introduction, p. 6.

2. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 225.

leur des indications qu'il recueillit, déduire logiquement la dégradation du débardeur de la région parisienne, de la constatation du fait que celui-ci consacrait « 12 % de sa re-
« cette pour s'enivrer au cabaret. »

Monsieur Truchy remarque, dans son *Cours d'économie politique*, que « le détail est poussé si loin dans ces monographies qu'on a pu dire de la méthode qu'elle remplaçait, « pour les sciences sociales, le microscope¹. » En fait, Le Play substitua aux spéculations, aux hypothèses, aux idées préconçues et aux inductions hâtives, en ce qui concerne les phénomènes sociaux, l'emploi de l'observation, pratiquée d'une façon aussi rigoureuse qu'elle l'était en matière de sciences naturelles. C'est à lui que l'on doit de pouvoir compter au nombre des sciences, ce que le docteur Guépin appela, en 1832, l'économie sociale.

Frédéric Le Play ne limita pas ses enquêtes à son seul pays. Selon lui, l'économie sociale n'est pas uniquement une science descriptive, elle répond également à un idéal : l'amélioration du sort des classes les moins favorisées. C'est pourquoi il s'efforça, en parcourant l'Europe, de découvrir le secret des peuples heureux. Confiant dans l'unité de la race humaine, il pensait que, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, les institutions qui assuraient la prospérité des uns, devaient nécessairement être favorables aux autres. Aussi voulut-il voyager de la manière la plus propre à lui faire connaître les mœurs et les aspirations des populations habitant les régions qu'il avait entrepris d'étudier. « Nous voyageons toujours à pied, dit-il, en nous servant
« de la carte et de la boussole... nous parcourûmes ainsi,
« sans une seule interruption, 6.800 kms. en 200 journées². »

1. *Cours d'économie politique*, par M. H. Truchy, 2^e éd., tome I, p. 95.

2. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 37 et 38.

Une relation très intéressante de ses voyages nous est fournie par les extraits de sa correspondance qui furent publiés quelques temps après sa mort. Ces lettres, adressées le plus souvent à sa mère, et fertiles en anecdotes contées avec beaucoup de vivacité et d'esprit, nous révèlent un aspect peu connu de son caractère, que la sévérité voulue du style cache dans ses ouvrages scientifiques. Nous en extrayons le passage suivant : « Dans trois jours, écrit-il du « Hartz, je me mets en route à mon tour pour Berlin où « j'arriverai en trois jours et demi de marche, à moins que « je ne me décide à prendre la voituré à Magdebourg, ce « qui est douteux, vu que depuis que je voyage à pied, j'ai « pris pour les voitures une aversion telle que je suis malade toutes les fois que je m'embarque dans ces machines, « ce qui du reste ne m'est arrivé qu'une fois depuis mon « départ de Saint-Dizier. Tu ne saurais croire, ma chère « Maman, combien il est agréable de se trouver comme « nous dans un état parfait d'indépendance et de pouvoir « se transporter d'un lieu à un autre sans avoir besoin de « consulter les convenances sociales, sans penser aux paquets, « aux voitures, et à tout ce qui fait l'ennui des voyages, « et surtout d'être parvenu à pouvoir faire dix-huit à « vingt lieues dans une journée, sans ressentir la moindre « fatigue le lendemain¹ ». Sa robuste santé lui permettait, après ces fortes étapes, de se contenter non seulement du repos que pouvaient lui offrir de mauvaises auberges, où il n'était pas toujours sûr de trouver un lit, mais même de passer la nuit à la belle étoile².

Après avoir parcouru l'Allemagne de cette façon, il

1. *Voyages en Europe* 1829-1854. Extraits de la correspondance de F. Le Play, Paris 1899, p. 58 et 59.

2. *Ibid*, p. 80 et 138.

visita l'Espagne à dos de mule¹, et ne se risqua à monter dans une voiture, d'ailleurs insuffisamment confortable pour le réconcilier avec ce mode de locomotion, que pour traverser l'immensité des steppes russes².

Sa manière démocratique de voyager, inspirée non seulement par la légèreté de sa bourse, mais aussi par son désir de tout bien voir et comprendre, lui facilita grandement l'acquisition de connaissances étendues en matière linguistique. Il put de la sorte, en s'entretenant directement, dans leur langue, avec les mineurs allemands ou anglais, se concilier leurs sympathies, et n'eut aucune peine à pénétrer partout l'âme du peuple.

Grâce à sa valeur scientifique, ainsi qu'aux recommandations que lui valaient sa situation d'ingénieur des mines et son titre de chargé de mission, il était assuré de toujours bénéficier du meilleur accueil dans les milieux industriels et auprès des fonctionnaires politiques. Tandis que les premiers étaient heureux de l'occasion qui leur permettait de discuter avec un technicien de questions qui les touchaient personnellement, les seconds se faisaient un plaisir de lui faciliter ses mouvements et ses recherches. Si l'on ajoute à ces divers avantages le bénéfice d'une intelligence exceptionnelle et d'une instruction très poussée, on comprendra aisément tout le profit que Le Play a pu tirer de ses nombreux voyages.

Ceux-ci jouèrent un rôle capital dans sa vie, non seulement parce qu'il y consacra une bonne partie de son temps³, mais aussi parce qu'ils exercèrent une grande in-

1. *Voyages en Europe*, p. 137.

2. *Ibid.*, p. 171.

3. « Il professait, pendant l'hiver, la métallurgie, à l'Ecole des mines de Paris, puis il consacrait les six mois d'été à ces voyages. » *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome III, p. 149.

fluence sur sa carrière et sur son orientation professionnelle. En entreprenant le premier, il partit avec l'idée maîtresse d'aller étudier à l'étranger les procédés techniques qui intéressaient directement son art. Au cours de ses pérégrinations, son esprit attentif et subtil ne manqua pas d'être frappé par la vie paisible que menaient certaines populations laborieuses d'Allemagne, ainsi que par l'impression de calme et d'ordre qui en émanait. Ce ne fut toutefois que de retour en France, au contact du mécontentement et de la nervosité du peuple parisien, lorsque la révolution de 1830 le surprit rédigeant son journal de voyage, qu'il eut la révélation de l'importance des observations qu'il avait faites. Il comprit alors que tous les problèmes devaient céder le pas à celui de la paix sociale, et que tous ses efforts devaient tendre à en faire bénéficier sa patrie.

Sa vocation trouvée, Le Play reprit le cours de ses voyages, mais le but en avait changé. Il se préoccupait désormais beaucoup moins d'analyser l'organisation et les méthodes des entreprises minières ou métallurgiques étrangères, que d'étudier la structure sociale des régions qu'il traversait, avec le mode de vie et l'état d'esprit de leurs populations.

Ses recherches lui permirent de classer les pays en plusieurs groupes. Il distingua en premier lieu ceux que l'évolution industrielle n'avait pas touchés, soit parce que la nature de leur sol les prédisposait avant tout à l'agriculture, soit parce que leur civilisation particulière et le caractère de leurs habitants ne leur permettaient pas d'abandonner leurs procédés routiniers de fabrication. En ce qui concerne les autres, c'est-à-dire ceux qui avaient obéi au progrès et s'étaient livrés à son engrenage, en mécanisant la production, puis en la centralisant, il recon-

nut devoir les subdiviser. Il s'en trouvait en effet, ce qui était d'ailleurs le cas du plus grand nombre, en particulier de l'Angleterre, de la Belgique et aussi, hélas, de la France, où ce mouvement s'était accompagné des tristes phénomènes, paupérisme et antagonisme social, que nous avons évoqués dans le premier chapitre de cette étude. Il en existait d'autres, par contre, et plus spécialement alors l'Allemagne et la Suède, où l'évolution économique avait pu s'effectuer sans engendrer les mêmes maux. On pouvait donc déduire, très logiquement, qu'ils n'en étaient pas une conséquence obligatoire; mais quelle est alors la véritable cause de ces plaies sociales? Le sociologue l'attribue au développement de l'immoralité: c'est à l'inobservation de la loi naturelle, du Décalogue éternel, comme il se plaît à l'intituler¹, que les peuples doivent, selon lui, imputer leurs maux.

Il remarque d'abord combien il est fréquent, dans l'Histoire, de voir l'accumulation des richesses provoquer la corruption des mœurs. Il explique ce phénomène par les tentations auxquelles sont en butte les individus dont biens se sont accrus avec rapidité. Si les classes dirigeantes ne savent pas résister, et se laissent aller à l'oisiveté et à la débauche, les masses, tout en cessant de les respecter, ne tardent pas à les imiter. « C'est par la tête que pourrit le poisson, » dit, un jour, un pêcheur russe à l'auteur des *Ouvriers européens*, dont l'esprit fut profondément frappé par le sens et la sagesse du proverbe².

En substituant la recherche des plaisirs à l'amour du

1. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 133, note 1 au bas de la page et *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome III, p. 656.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e édit., tome I, préface, p. XVIII note 2 au bas de la page.

travail ainsi qu'à la discipline de l'épargne, les nations renient les qualités mêmes qui ont assuré leur prospérité, et la détresse physique s'ajoute rapidement à leur détresse morale. Quelle vie à la fois plus décente et plus heureuse pourrait, par exemple, mener le débardeur de Port-Marly, cité plus haut¹, s'il employait à d'autres fins la portion considérable de son salaire qu'il consacre à la satisfaction de son vice.

Ce cycle, puissance, immoralité, misère, se retrouve très nettement dans l'histoire de notre pays. Après avoir été classée au premier rang par l'opinion unanime des autres nations, la France fut corrompue par l'influence néfaste de princes dissolus, et, en 1789, la Révolution commençait aux cris d'une populace affamée, allant chercher à Versailles « le boulanger, la boulangère et le « petit mitron. » L'étude de plusieurs cités antiques, constate Le Play, nous offre des exemples aussi concluants car, écrit-il², « l'oubli des lois morales a provoqué chez elles la « destruction d'une prospérité matérielle dont le souvenir « même s'est éteint parmi leurs descendants, tandis que « les vestiges de cette prospérité, enfouis dans le sol, excitent encore notre admiration. »

Lorsque les classes supérieures donnent libre cours à leurs appétits, le spectacle qu'elles offrent propage autour d'elles la jalousie et l'envie. Gagné par le mauvais exemple et incité par le désir de jouir, le peuple peut être tenté d'arracher leurs richesses à ceux qui en font mauvais usage, si bien que Le Play « voit une connexion nécessaire... « entre les révolutions violentes et la corruption³. » Ces

1. Voir p. 58 et *Les Ouvriers européens* 2^e éd., tome VI, p. 442.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 21 et 22.

3. *Ibid*, p. 31.

sentiments hostiles se répandent avec plus de facilité encore quand, le poids de leurs responsabilités sociales pesant à leur égoïsme, elles négligent le devoir qui leur incombe de veiller sur ceux que menacent plus particulièrement les vicissitudes de l'existence. C'est une charge à laquelle il ne convient pas qu'elles se dérorent, car elle leur est imposée, en vue du bien commun, par la solidarité qui unit les membres d'un même groupement. L'Histoire montre, en effet, qu'une petite minorité d'individus ne peut durablement mener une existence prospère, tandis que le reste du corps social souffre.

« La possession d'avantages dus à la naissance et à la « richesse doit être contrebalancée par un surcroît d'obligations volontaires envers ceux qui sont privés de ces biens », affirme Le Play¹. De tous temps les puissants ont eu un rôle de protection à exercer sur les humbles. Déjà, à l'époque romaine, les affranchis cherchaient un appui en la personne d'un *patricien* influent, auquel ils rendaient de menus services et qui devenait leur *patron*². Plus tard, durant la période d'anarchie qui suivit la chute de l'Empire, tous ceux qui ne se sentaient pas capables de protéger leurs terres et de se défendre eux-mêmes « se recommandaient » à de plus forts, pratique à laquelle de nombreux historiens rattachent l'origine de la féodalité. Par la suite, à l'apogée de cette institution, on vit les maisons se masser au pied des châteaux seigneuriaux qui en recueillaient les habitants avec leurs biens, lorsque survenait le danger.

L'opinion publique a été bien souvent égarée, en ce

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 78.

2. Le mot *patron*, est-il dit dans Larousse, dérive du mot *pater* (père), qui lui-même se rattache à la racine sanscrite « *pā* », signifiant protéger.

qui concerne l'état social de l'ancienne France, qui ne se serait composé que d'opresseurs et d'opprimés. « Si la « Révolution avait réellement soustrait les classes inférieures à la prétendue tyrannie de l'ancien régime, on « devrait constater que l'affection réciproque des maîtres « et des serviteurs se substitue peu à peu à de vieux sentiments d'antagonisme. Or les moins clairvoyants ne « sauraient s'y méprendre ; c'est dans le sens opposé que le « changement s'est produit... Les vieillards de notre temps « ont tous vu pendant leur jeunesse, dans beaucoup de « familles, des serviteurs identifiés avec les idées et les « intérêts de leurs maîtres. Il ne reste plus que des vestiges de cet état de choses¹. » En réalité, d'excellents rapports unirent habituellement nobles, bourgeois et paysans. Ceux-ci, libérés de bonne heure par la disparition du servage, acquittaient le plus souvent sans répugnance les obligations résultant pour eux des chartes et des coutumes, car ils les considéraient comme le prix des terres qui nourrissaient leur famille. Ils respectaient leur seigneur dont ils savaient pouvoir attendre aide et protection. Ce n'est que localement et accidentellement que l'on se trouve en face de mouvements populaires, de jacqueries, motivés par des raisons particulières et dirigés en général contre des seigneurs absentéistes, attirés à Versailles par un monarque soucieux précisément d'amoindrir leur influence. Là où la noblesse, assoiffée de plaisirs, déserta à la fois ses terres et ses responsabilités, l'envie et la haine ont germé dans le cœur du peuple qui s'est soulevé contre ces mauvais maîtres. Au contraire, partout où elle a continué à bien remplir son rôle directeur et pro-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 52.

tecteur des populations au milieu desquelles elle vivait, celles-ci lui sont restées loyales. Cela est si vrai que l'« on compte encore par centaines les vieilles familles qui n'ont jamais quitté les terres de leurs aïeux, et qui ont été protégées par la population locale contre les entreprises des comités révolutionnaires organisés dans les villes du voisinage¹. »

A la suite des merveilleuses découvertes scientifiques qui bouleversèrent les anciennes méthodes de fabrication, les pays industriels furent conduits à modifier leur organisation. Il y en eut où le mouvement se fit graduellement. Chez ceux-ci les institutions du passé purent s'adapter progressivement aux conditions nouvelles, et l'union eut le temps de se faire entre la tradition et le progrès. Il s'en trouva d'autres, au contraire, où les conceptions économiques modernes prédominèrent si rapidement que, dans la hâte de s'enrichir, on y rejeta, en les considérant comme une gêne, les coutumes ancestrales.

En Angleterre, l'économiste écossais Adam Smith, dont l'ouvrage bien connu sur la richesse des nations² exerça une influence considérable, répandit l'idée que le patronage constituait non seulement « une complication inutile³ », mais même une entrave à l'action des lois économiques. Selon lui, la loi de l'offre et de la demande devait jouer librement, en ce qui concerne le travail, comme pour les autres éléments de la production⁴. Il pensait ainsi qu'en cas d'insuffisance de la main-d'œuvre, la hausse des salaires

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 56.

2. *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*.

3. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 124.

4. Il convient de signaler que cette théorie a été démentie dans un texte officiel d'une importance toute particulière. Il est stipulé au Traité de Versailles, partie XIII, section II, que « le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce ».

provoquerait automatiquement l'accroissement des classes laborieuses, en favorisant la prospérité et la fécondité des foyers. Inversement, il était convaincu que la misère résultant de la baisse des salaires et de la surabondance des ouvriers tendrait à faire diminuer le nombre de ces derniers, en les incitant à ne pas avoir d'enfants.

En France, où la philosophie individualiste du XVIII^e siècle avait également propagé l'opinion que l'homme devait être livré à lui-même, on crut qu'en réduisant les relations entre patrons et salariés à l'accomplissement du travail et au paiement du salaire, on développerait leur indépendance. « Cette libération réciproque, qu'on vante comme « une conquête et comme un progrès pour la dignité humaine, affirme Le Play¹, produit en réalité des fruits « empoisonnés : le chômage, le paupérisme et l'antagonisme social. »

L'abandon de la coutume du patronage engendra, en effet, pour les travailleurs, des conséquences néfastes. Le poids des difficultés économiques retomba sur eux, et ils se firent, aux époques de crise, une concurrence atroce, qui ne leur permit souvent, même au prix d'un labeur épuisant, que d'assurer imparfaitement leur subsistance².

En renonçant à l'accomplissement des devoirs sociaux qu'imposaient traditionnellement leur situation, les classes dirigeantes ont encouru une grosse part de responsabilité dans la déchéance des masses faibles et imprévoyantes dont, par contre coup, elles se sont attiré l'inimitié. « L'ou-

1. *Le Programme des Unions de la paix sociale*, par F. Le Play, Tours 1876, p. 106.

2. « Si je ne dois voir dans le travail de mes ouvriers qu'une marchandise, « je ne suis plus obligé à rien vis-à-vis d'eux. Si je n'ai pas besoin de cette « marchandise aujourd'hui, mes ouvriers n'ont qu'à mourir de faim, sans « que je m'en occupe. » *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome VI, p. 484.

« vrier, comprenant qu'il n'a plus un patron dans son « maître, cède aux inspirations d'une hostilité sourde ou « déclarée », remarque Le Play¹. Il ne voit plus aucune utilité à l'existence de riches qui ne savent accumuler des biens que pour en jouir égoïstement, sans vouloir aider ceux que la fortune a moins favorisés.

Ainsi, la doctrine qui consiste à nier l'obligation morale du patronage, commode pour le chef d'industrie, « pernicieuse pour l'ouvrier des manufactures, substitue rapidement dans les ateliers de travail l'ébranlement et la discorde à la stabilité et à la paix. Elle contient en germe « la ruine de l'Europe². » Cette conclusion a pu peut-être paraître exagérée à l'époque où elle a été formulée (1855), mais l'avenir s'est bien chargé de la justifier. La constatation de cette clairvoyance ne devrait-elle pas inspirer confiance en la valeur des remèdes préconisés?

Frédéric Le Play, après avoir exposé le problème social et ses origines, ne s'illusionne pas sur la possibilité d'une solution pouvant provenir d'un changement dans les lois; point n'est besoin de toujours modifier notre code, « comme « nous le faisons si stérilement depuis 1789³ », ce sont l'esprit et les mœurs des classes supérieures qui doivent évoluer. Ces dernières ont perdu conscience des charges qui leur incombent, et qui constituent, en quelque sorte, la contre-partie des avantages dont elles bénéficient ainsi que leur justification. Il convient de les leur remémorer.

« Les classes dirigeantes remplissent aujourd'hui chez « les peuples libres et prospères un rôle aussi important « que celui qui leur fut attribué sous les anciens régimes

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 142.

2. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 124.

3. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 66.

« sociaux¹. » Les conséquences de la manière d'agir de ceux que leur situation place à la tête de la société n'ont pas varié. S'ils ne poursuivent que la réalisation de buts égoïstes, et négligent de s'intéresser au sort de leurs humbles collaborateurs, le peuple souffre et la paix sociale est en danger. Inversement, si l'élite comprend et exerce son devoir de patronage, la prospérité règne et le maintien de l'ordre public ne nécessite pas le secours de la force armée.

L'auteur de la *Réforme sociale* avait déjà entrevu ces vérités « en 1829, au Hartz et dans la plaine saxonne² », où il constate que les patrons « sont unis à leurs ouvriers « par des liens intimes³ ». Mais c'est surtout durant son voyage en Scandinavie (1845) qu'il se rendit compte de l'influence bienfaisante que pouvait exercer un patronat consciencieux. C'est là que, selon sa propre expression, « il « fut, en quelque sorte, éclairé d'une lumière nouvelle⁴ ».

Tandis qu'il visitait les célèbres mines de fer de Danemora, au nord de la Suède, il eut l'occasion de faire la connaissance du baron de Thamm, propriétaire des forges toutes voisines d'Osterby. Ce dernier le reçut très aimablement chez lui, et Le Play, bien que ne goûtant guère la cuisine suédoise, garda cependant de ce séjour un souvenir inoubliable, car c'est à lui qu'il dut de pouvoir étudier le type le plus parfait d'autorité sociale, consciente de ses devoirs, qu'il lui ait été donné de connaître.

« Le personnel des ateliers d'Osterby formait une vraie « famille, et le patron, fidèle à la tradition de ses ancêtres, « se croyait tenu de veiller lui-même au bien-être de ses

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 472.

2. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 424.

3. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 143.

4. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome III, p. 13.

« ouvriers, comme à celui de ses propres enfants¹. » Toute la région bénéficiait des avantages que lui procurait l'assistance volontaire de cet homme sage et instruit, dont les qualités avaient assuré le succès personnel. La population, en reconnaissance de la bonté et du respect que lui inspirait le maître de forges, lui avait décerné l'appellation de *patriarche*.

Le voyageur comprit « que le principe de la prospérité, « de l'affection réciproque et de la paix qui régnaient à « Osterby, était le sentiment du devoir dont était animé « le patron². » Il aperçut clairement alors « que les vrais « arbitres de la science sociale sont les patrons³ ».

Loin d'avoir amoindri la responsabilité des classes dirigeantes, il semble que l'évolution économique l'ait encore accrue. Autrefois, l'harmonie régnait tout naturellement dans l'atelier où l'artisan travaillait avec l'aide de ses enfants et parfois de quelques apprentis. De nos jours, il n'en est plus de même dans les grandes entreprises qui contribuent si efficacement au progrès, en favorisant la multiplication des biens et la baisse des prix. L'importance de ces affaires oblige le chef d'industrie à recourir à l'emploi d'une main-d'œuvre qui dépasse de beaucoup le cadre des siens, et le force à se cantonner lui-même en un rôle de direction. « Dans une telle situation... l'antagonisme tend à se produire entre le maître qui semble « recueillir seul les bénéfices de l'entreprise, et les ouvriers « qui prétendent employer leur peine au profit exclusif « de leur famille⁴. » C'est au patron qu'incombe la tâche

1. *Le Play d'après sa correspondance*, par Ch. de Ribbe. 2^e éd., p. 89.

2. *Ibid.*, p. 90.

3. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome III, p. 13.

4. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 268.

délicate d'adoucir les rapports réciproques du capital et de la main-d'œuvre, ainsi que le soin de faire comprendre à cette dernière qu'elle n'est pas exploitée. « La « grande industrie a pour devoir essentiel de créer le « patronage », affirme Le Play¹. Le bouleversement des méthodes industrielles et ses conséquences, accroissement des masses ouvrières, leur isolement et leur groupement en agglomérations malsaines, ont considérablement développé son intérêt.

L'observation du présent corrobore l'enseignement du passé : les classes dirigeantes tiennent entre leurs mains la solution du problème de la paix sociale, mais « la corruption peut, à certaines époques, faire perdre à ces classes le « sentiment du devoir et détruire leur influence². »

Lorsque Le Play se fut bien pénétré de la véracité de ces conclusions, il résolut de leur donner la plus grande publicité. Il était indispensable, pour le succès de son œuvre de salut public, qu'un mouvement d'ensemble se produise. Ce n'était pas quelques employeurs qu'il suffisait de convaincre; c'était le patronat français tout entier qu'il fallait entraîner. Dans ce but, il multiplia ses écrits et facilita leur vulgarisation en abaissant leur prix. Il fonda la Société d'Economie sociale et sut s'entourer d'une pléiade de collaborateurs ardents et convaincus, tels que Jules Michel, Focillon, Ch. de Ribbe, Cheysson, Delaire, E. Demolens, etc. Il organisa enfin ses Unions de la paix sociale qui groupèrent, dans chaque centre important, toutes les bonnes volontés. Ces associations se multiplièrent et se développèrent très rapidement, car nombreux étaient en France ceux que

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 40.

2. *Ibid.*, p. 472.

travaillait l'inquiétude de l'avenir¹. L'Ecole de la Réforme sociale les groupa et leur donna une doctrine. Elle leur enseignait à quelles conditions pouvaient être réalisées la prospérité et l'harmonie nationale. Ces préceptes, le Maître les avait lui-même recueillis petit à petit, auprès de ces hommes remarquables, déjà signalés par Platon², qui savent faire marcher de front l'élévation de leur propre famille avec le progrès matériel et moral des populations placées sous leur dépendance. « J'ai constamment parcouru, écrit-il³, les régions comprises entre les steppes de la Haute-Asie et les « rivages de l'Atlantique, pour visiter les établissements des « Autorités sociales; j'ai personnellement observé leur pratique. » « Je n'ai jamais hésité, dit-il encore⁴, à entreprendre une excursion de 1.000 kms. pour me mettre à « l'école d'une Autorité sociale », pourtant, à cette époque, un pareil déplacement constituait déjà un grand voyage. L'expérience qu'il acquit de la sorte lui garantissait l'efficacité des règles de conduite qu'il s'efforçait de propager.

Le premier devoir des classes supérieures est de pratiquer le bien. Il importe que leur vie privée constitue un modèle de vertu familiale. La responsabilité d'un individu, à cet égard, croît avec sa situation sociale; plus celle-ci le mettra en vue, en effet, plus l'exemple bon ou mauvais qu'il offrira, exercera d'influence.

Les dirigeants doivent encore s'efforcer d'assurer la prospérité et le bonheur de leurs subordonnés. Cette obligation

1. « Leur essort se produisit en 1875, et depuis lors il n'a cessé de se développer. Les Unions de la paix sociale comprennent aujourd'hui près de 3.000 membres. » (1884) *Le Play d'après sa correspondance* par Ch. de Ribbe, 1^{re} éd., p. 250, note 1 au bas de la page.

2. *La Constitution essentielle de l'humanité*, par F. Le Play, Tours 1881, p. 28.

3. *La Réforme sociale en France*, préface de la 4^e éd., (1872).

4. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 425.

est d'ailleurs étroitement liée à la précédente, car ils ne sauraient exercer aucun ascendant sur le peuple s'ils n'observent pas la loi morale. Celui-ci les mépriserait, et se refuserait à écouter leurs conseils. Mais de quelle façon l'intervention patronale doit-elle s'exercer? « Il est impossible, » constate Le Play¹, de peindre complètement par un texte « des pratiques... qui offrent une foule de nuances délicates. » Il faut se contenter d'en dégager l'esprit, et d'en tracer les grandes lignes.

Il importe avant tout de ne pas confondre le patronage avec la charité. Tandis que cette dernière a pour objet de secourir des misères existantes, le premier a pour but de les prévenir. La charité exerce une action démoralisante sur ceux à qui elle s'adresse; elle les avilit à leurs propres yeux, et même les habitue fréquemment à ne plus pouvoir se passer d'elle. Les individus qui y ont recours trouvent grâce à elle, le moyen de vivre, chichement sans doute, mais aussi sans effort; n'ayant pas besoin de faire preuve, d'énergie pour se tirer d'affaire, tout ressort finit par se briser en eux.

Les œuvres charitables peuvent certes fournir, à des gens qu'un coup du sort démonte soudainement, le moyen de rétablir leur situation, mais il faut reconnaître que, bien souvent, elles aboutissent à entretenir la paresse de personnes qui trouvent dans la mendicité un gagne-pain facile. « Je me crois en droit d'affirmer, écrit l'auteur de la « *Réforme sociale*², qu'on ne saurait assurer l'extinction du « paupérisme en leur donnant un plus grand développement... Elles propagent indirectement le mal plutôt qu'elles

1. *La Réforme sociale en France*, préface de la 4^e éd., (1872).

2. *Ibid.*, 7^e éd., tome II, p. 445.

« ne le guérissent. Cette triste conclusion n'autorisera ja-
 « mais personne à rester inactif à la vue de misères qu'il
 « faut soulager à tout prix; mais elle doit exciter les gens
 « de bien à chercher dans une autre direction les vrais
 « remèdes. »

F. Le Play s'oppose d'une manière absolue aux auteurs qui, tels Villeneuve-Bargemont¹ et Moreau-Christophe², voient la solution du problème de la misère dans l'extension de la charité. Il ne nie pas que cette dernière fasse parfois œuvre utile en secourant la pauvreté, c'est-à-dire en venant en aide à ceux, comme il s'en trouvera toujours, que l'inégalité naturelle des conditions humaines fera tomber dans la gêne; mais il la croit impuissante à guérir le paupérisme, ce fléau collectif et permanent, dont souffre une fraction considérable de la population. Celui-ci, résultant, à son avis, de l'application des théories individualistes, ne pourra être enrayé que par la réforme des mœurs et le retour aux sages traditions du passé.

Le patronage repose sur l'idée que les chefs d'entreprises sont, en vertu de leur éducation et de leur situation, « les « guides naturels³ » et les protecteurs des populations laborieuses placées sous leur dépendance. Il leur incombe de veiller à ce que l'ouvrier assure avec son salaire, non seulement sa subsistance, mais même son bien-être. Leur devoir est aussi d'intervenir lorsqu'il tombe dans la gêne par suite de circonstances exceptionnelles car, si l'assistance de l'Etat ou d'un étranger humilie le salarié et lui fait prendre en haine l'organisation sociale qui le contraint à

1. *Economie politique chrétienne, ou recherches sur le paupérisme*, par le Vte Alban de Villeneuve-Bargemont. Paris 1834.

2. *Du Problème de la misère et de sa solution chez les peuples anciens et modernes*, par L. Moreau-Christophe. Paris 1851.

3. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome III, p. 13.

y avoir recours¹, l'aide de son patron, en laquelle il voit une preuve d'affection, l'honore au contraire et lui inspire le désir de s'acquitter par son application au travail et son dévouement.

La stabilité des relations entre maîtres et subordonnés est un élément essentiel du patronage. Le chef d'industrie a besoin de connaître ses ouvriers pour s'intéresser à leur sort. Ces derniers, de leur côté, respecteront d'autant mieux l'autorité de leur patron qu'ils l'auront appréciée plus longtemps.

« C'est le directeur général (berghauptmann) des mines du « Hartz, M. Alberts, qui, par l'accomplissement le plus étendu des fonctions du patronage, exercées sous les yeux de « Le Play, lui avait expliqué ou plutôt fait voir que la « permanence des engagements entre le maître et le personnel est la condition la plus indispensable du bien-être et « de l'harmonie dans l'atelier². »

La misère des classes laborieuses et leur animosité remontent au jour où les employeurs ont violé la coutume en s'efforçant de débaucher, par des offres exagérées, les ouvriers de leurs concurrents, pour accroître leur production, aux périodes d'activité commerciale; puis, les ont placés ensuite dans l'alternative de se trouver sans emploi, ou d'avoir à se contenter d'un salaire qui ne répond pas à leurs besoins, aux époques de crise. « Sous le régime des grands ateliers « et des machines, les engagements éphémères et l'indépendance réciproque du maître et de l'ouvrier sont compatibles avec les perfectionnements du travail, l'accumu-

1. « Sous le régime actuel d'assistance, l'ouvrier... est souvent porté à prendre en haine l'organisation de la société. » *Le Programme des Unions de la paix sociale*, Tours 1876, p. 108.

2. *Frédéric Le Play d'après lui-même*, par M. F. Auburtin, Paris 1906, p. 20.

« lation des richesses et les autres symptômes de prospérité. Toutefois ce régime d'individualisme est condamné
« par l'expérience de tous les temps, car il a toujours amené,
« parmi les populations agglomérées sur un sol défriché,
« la souffrance, puis l'antagonisme social¹. »

En 1858, une enquête fut faite dans tous les départements sur l'état des ouvriers, « les faits ainsi constatés, sans
« concert préalable, par quatre-vingt-six observateurs, aboutissent à cette conclusion, que les engagements momentanés, le paupérisme et l'antagonisme social se groupent
« dans certaines localités du territoire de la France aussi
« invariablement que, dans d'autres, les engagements permanents, le bien-être et l'harmonie². »

On a fréquemment objecté à Le Play que les engagements permanents étaient incompatibles avec les nécessités de la grande industrie. Le patron qui dirige une vaste exploitation, employant une main-d'œuvre nombreuse, a besoin d'une liberté d'action absolue. Il doit pouvoir licencier ses subordonnés quand il estime que cette mesure s'impose, sous peine d'enfler inutilement son prix de revient et d'être abattu par la concurrence. Or, de multiples raisons peuvent l'inciter à s'en séparer, soit que l'évolution de la demande le contraigne à modifier sa production, soit que des procédés techniques nouveaux rendent possible et nécessaire la suppression de certains emplois, soit que le marché se resserre, ou encore tout simplement parce qu'il est mécontent d'eux. Cette faculté lui serait donc indispensable pour n'avoir, à la fois, que le personnel utile, tout en ayant le plus approprié et en le tenant bien en main.

1. *Le Programme des Unions de la paix sociale*, par F. Le Play, Tours 1876, p. 116.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 453.

Ces objections ont un certain poids; mais, même en se plaçant aussi uniquement au point de vue économique, il faut bien reconnaître que le système des engagements momentanés présente de nombreux inconvénients. Son application entraîne chez les ouvriers un état d'esprit pernicieux. L'hostilité qu'ils éprouvent pour le patron, ainsi que leur insouciance du sort de l'entreprise, rendent indispensable une surveillance minutieuse et de tous les instants, pour éviter les actes de malveillance, les sabotages. Les périodes d'activité, durant lesquelles la main-d'œuvre se raréfie, les trouveront toujours prêts à se mettre en grève et à présenter des revendications parfois humiliantes pour le chef d'industrie, qui devra les accepter, sous peine de ne pouvoir livrer les marchandises promises et d'être exposé à perdre sa clientèle.

Ces ennuis ne se présentent pas sous un régime d'engagements permanents. Lorsque la main-d'œuvre est attachée à la fabrique où elle travaille, « l'ouvrier est convaincu « que le bien-être dont il jouit est lié à la prospérité du « patron¹ ». Il comprend la nécessité de se restreindre aux époques de dépression économique, durant lesquelles son employeur est contraint de réduire ses heures de travail et son salaire. Il lui reste fidèle aux périodes florissantes, et ne se laisse pas tenter par la surenchère, car il estime son maître, sur qui il sait pouvoir compter dans les mauvais jours. La stabilité dont jouit le personnel lui permet de bien connaître son service ainsi que les particularités du travail, et le chef d'entreprise trouve son bénéfice dans la bonne volonté et l'application qui traduisent la satisfaction de ses subordonnés.

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 452.

Il ne doit pas être nécessaire, pour inciter les patrons à revenir au système des engagements permanents, de faire appel à leurs sentiments patriotiques et de leur montrer « que la prospérité nationale dépend moins du progrès de leur fortune que du bien-être et de la sécurité des classes ouvrières¹. » Il devrait suffire de les éclairer sur leur véritable intérêt. Certains l'ont bien vite compris. « Plusieurs usines métallurgiques récemment élevées en Angleterre ont, d'elles-mêmes, adopté le principe de la solidarité et du patronage, remarque Le Play². L'une d'elles, dite Consett-Iron-Works, qui emploie plus de 15.000 personnes... obtient d'heureux résultats en renonçant au système moderne des engagements momentanés et en reprenant la vieille coutume de Northumberland, qui consiste à engager les ouvriers à l'année. » Cet exemple constitue, à lui seul, un argument décisif contre l'opinion qui soutient que cette pratique est inconciliable avec la grande industrie. L'auteur de la *Réforme sociale* cite encore les patrons d'Elberfeld, en Allemagne, lesquels « sont persuadés que la sécurité donnée à l'ouvrier au sujet du pain quotidien est pour la fabrique une condition de succès aussi impérieuse que la perfection imprimée aux opérations techniques et commerciales³. »

Au point de vue social, la pratique des engagements de longue durée garantit le salarié contre le chômage et la misère qui en résulte. Elle constitue une protection efficace contre le paupérisme. Elle assure, en même temps, la sécurité ainsi que la stabilité des foyers, et ceci est d'une importance primordiale pour la société, car c'est dans la prospé-

1. Frédéric Le Play d'après lui-même, par M. Auburtin, Paris 1906, p. 21.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 146.

3. *Ibid.*, p. 143.

rité des familles, véritables cellules sociales, qu'une nation puise sa force.

La permanence de rapports entre maîtres et subordonnés répond bien à la solidarité qui unit ces éléments de la production et qui résulte de ce que les détenteurs de capitaux ne sauraient se passer de main-d'œuvre pour les faire fructifier, tandis que cette dernière a besoin d'échanger ses services contre un salaire¹. Elle favorise leur compréhension réciproque, ce qui constitue un précieux facteur d'harmonie, et leur permet de résoudre eux-mêmes, au mieux des intérêts communs, les questions qui peuvent se présenter. Chacune de celles-ci recevra de la sorte la solution la plus conforme aux conditions particulières dans lesquelles elle se sera posée, résultat que l'Etat ne saurait atteindre au moyen d'une loi, si détaillée soit-elle.

Nous savons que, d'une manière générale, Le Play est hostile à l'immixtion de l'Etat entre employeurs et salariés. Il déplore² l'extension qu'ont pris ces interventions depuis 1848, et estime qu'elles ne peuvent qu'envenimer la question, en suscitant l'apparition de prétendus défenseurs du peuple, qui flattent les ouvriers, excitent leurs revendications, et n'hésitent pas à leur faire de vaines promesses, en vue de capter leurs suffrages. Il préfère voir les intéressés parvenir à se mettre d'accord eux-mêmes, grâce à l'esprit de conciliation et d'affection réciproque qui résulte de la pratique du patronage. Celle-ci engendre, en effet, la formation de coutumes capables d'assurer, en dehors de

1. « Les propriétaires des ateliers de travail et de capitaux qui en fécondent l'emploi ont intérêt à grouper autour d'eux divers genres de collaborateurs, et notamment ceux qui fournissent le travail manuel. Ces derniers ont également besoin d'échanger leurs services contre des gages et des salaires. » *La Réforme sociale*, 7^e éd., tome II, p. 450.

2. « Malheureusement, ce genre d'immixtion s'est multiplié depuis 1848 avec des caractères dangereux. » Même ouvrage, p. 466.

toute ingérence administrative, l'harmonie et la prospérité des populations. C'est ainsi, pour prendre un exemple concret, qu'est née et s'est développée la féconde institution des allocations familiales que nous examinerons par la suite.

Le patronage fait participer les classes supérieures à la vie des masses laborieuses, sur qui il leur permet d'exercer une heureuse influence. « Les ouvriers des manufactures, » constate M. Villermé¹, manquent de sobriété, d'économie, de prévoyance, de mœurs, et bien souvent ils ne « sont misérables que par leur faute. » Les patrons, en agissant avec tact, peuvent lutter efficacement contre cette intempérance et cette insouciance habituelles aux êtres frustes, sans les froisser, ni les buter.

D'après une conception anglo-saxonne et matérialiste, le progrès social reposerait essentiellement sur le développement des possibilités de consommation de la classe ouvrière. Selon la conception française et chrétienne, si brillamment exposée par Le Play, il consisterait surtout à éduquer cette dernière, en l'incitant à dompter la brutalité de ses appétits, et en lui apprenant à faire un emploi raisonnable de ce qu'elle gagne².

L'auteur de la *Réforme sociale* recommandait aux employeurs de chercher à détourner les ouvriers de la fréquentation du cabaret, en leur procurant des distractions plus saines. Son désir aurait été de leur inculquer le

1. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr R. Villermé, Paris, 1840, tome II, p. 351.

2. « Les Anglais visent surtout à lui (la classe ouvrière) donner le confort de la nourriture et de l'habitation. Les peuples du Continent se préoccupent, au contraire, de lui assurer d'abord l'indépendance à l'aide de l'épargne et de la propriété. En comparant chez beaucoup de familles l'effet des deux systèmes, j'ai toujours constaté que le second est le plus judicieux. » *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 462.

goût des récréations intellectuelles¹. Cette tâche était assez ardue, et présentait le danger d'inspirer aux salariés le mépris de leur métier, en leur donnant une culture hors de proportion avec leur situation. L'extension de la pratique des sports est venue, par la suite, offrir au peuple un dérivatif bien mieux adapté à sa nature et plus aisé à propager.

Le Play voulait également que les dirigeants s'efforcent de favoriser le développement de l'épargne, car, pensait-il², « l'imprévoyance qui porte la plupart des « hommes à consommer le gain de chaque jour sans souci « du lendemain, est la principale cause qui les retient « dans une situation précaire, et qui les empêche de « s'élever ».

Les populations rurales, en émigrant vers les centres urbains, perdent très rapidement l'habitude d'économiser. Le paysan met de côté pour être à même de parer aux risques de la culture ou de l'élevage, et pour pouvoir, plus tard, développer son exploitation par de nouvelles acquisitions. L'ouvrier, n'étant responsable d'aucune entreprise, ignore ces préoccupations et se trouve en outre, dans les villes, bien plus exposé aux tentations³. S'il dépense intégralement son salaire, la maladie ou la mort, en tarissant la source de ce dernier, plongera sa famille dans la

1. « Ils (les patrons) améliorent les habitudes de récréation en substituant les jouissances dérivant des lettres, de la science et de l'art à celles « qui se fondent sur la satisfaction des appétits physiques. » *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 454.

2. *Ibid.*, p. 177

3. « On peut affirmer, en thèse générale, que les ouvriers des manufactures songent peu au lendemain, surtout dans les villes; que plus ils gagnent « plus ils dépensent, et que beaucoup sont également pauvres au bout de « l'année, quelle que soit la différence de leurs gains et de leurs charges. » *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr Villermé, Paris 1840, tome II, p. 34.

misère. Au contraire, s'il est incité à épargner, le capital qu'il amassera petit à petit lui permettra de faire face à des dépenses imprévues et assurera la sécurité des siens.

Les Autorités sociales trouveront, dans cet ordre d'idées, des armes précieuses pour leur lutte contre le paupérisme. Elles pourront, par exemple, intensifier la propagande en vue de démontrer et de faire connaître les avantages que procurent l'assurance ainsi que la capitalisation. Elles favoriseront la création de sociétés de secours mutuels et d'épargne, en aidant de leurs conseils et de leur bourse les individus qui sont directement intéressés à l'existence de ces institutions et n'ont pas les capacités nécessaires pour les organiser. Elles participeront à leur fonctionnement, et veilleront à ce que la gestion des économies péniblement réalisées par les populations laborieuses ne tombe aux mains de gens maladroits ou malhonnêtes.

Depuis la fondation de la Réforme sociale, l'Etat, ayant reconnu l'influence que le développement de l'épargne pouvait exercer sur l'allègement de ses charges d'assistance, est venu offrir aux déposants le bénéfice d'une caisse publique, et a assumé le contrôle des autres établissements, mais il reste encore pour l'initiative privée un rôle très important à jouer en cette matière.

Un procédé d'épargne des plus bienfaisants est celui qui consiste à faciliter aux ouvriers l'acquisition de leur habitation. Cette forme de patronage est particulièrement favorisée par la coutume des engagements permanents, qui permet aux travailleurs de se créer un intérieur stable, par suite de la fixité de leur emploi. Elle offre le grand avantage de rendre moins pénible l'action d'économiser, en donnant à celle-ci un but précis, et en faisant appel à la tendance naturelle qui attire l'homme vers la propriété.

La possession de leur demeure par les classes laborieuses engendre d'heureuses conséquences sociales, et « les institutions qui conservent cette pratique salubre sont au premier rang parmi celles qui concourent à la prospérité d'une nation¹. » La propriété du toit qui les abrite constitue, en effet, un facteur important de sécurité pour les familles ouvrières, qui sont ainsi assurées au moins de la satisfaction d'un de leurs besoins les plus essentiels.

Les salariés qui auront acquis, ou se seront construit, un logement à leur convenance, y mèneront une vie incomparablement plus hygiénique et plus heureuse que dans les « garnis » des grandes agglomérations. Ils consacreront leurs loisirs à améliorer leur foyer, au lieu de fréquenter les débits de boissons. Ils trouveront leur délassement dans les satisfactions que procure la vie de famille, laquelle ne saurait leur inspirer que des idées sages et morales.

« Les ouvriers devenus propriétaires, constate Le Play², sentent le danger des agitations politiques, et ils ne songent plus qu'à s'élever, par l'ordre et la frugalité, dans la hiérarchie sociale. » Depuis que l'illustre économiste enseigna ces vérités, on a fréquemment proclamé les bienfaits de l'accession du prolétariat à la propriété, ainsi que son influence sur le bien-être général et la paix sociale. L'Etat a également jugé bon d'intervenir dans cette question, mais ce sont encore les employeurs qui se trouvent les plus à même de faire œuvre pratique, ne serait-ce qu'en aidant leurs subordonnés à présenter les conditions requises par les textes législatifs, et en étendant les avantages qu'offrent ceux-ci.

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 393.

2. *Ibid.*, p. 397.

La grande variété de formes que peut revêtir l'action patronale permet aux chefs d'industrie d'intervenir efficacement dans l'existence de ceux qui sont placés sous leur direction naturelle, et d'en écarter bien des causes de maux et de misères. Certains économistes, comme Adam Smith¹, dont les conceptions reposent essentiellement sur des raisonnements abstraits, ont pu méconnaître la valeur du patronage; les sociologues qui, tel Villermé, ont fréquenté les milieux ouvriers, n'ont pas manqué de s'en rendre compte et de la proclamer².

Le Play fut frappé, au cours de ses enquêtes internationales, par la puissance de l'action des Autorités sociales. Il étudia avec soin l'œuvre salvatrice qu'elles accomplissaient, en intéressant les masses laborieuses à la prospérité du capital, et en les faisant profiter intelligemment de l'accroissement des richesses auquel elles contribuaient. Il perçut clairement que si « l'industrie manufacturière a « souvent affaibli les nations en créant le paupérisme « et l'antagonisme social... elle a toujours accru leurs « forces quand elle a sagement maintenu les habitudes de « patronage³. » Celles-ci sont, en effet, capables de prévenir l'apparition des plaies sociales que l'on retrouve si fréquemment sous le régime économique moderne et qui en annihilent les avantages.

Tout en affirmant que le paupérisme est « un mal acci-
dentel »⁴, susceptible d'être évité, l'auteur de la *Réforme*

1. « Complètement étranger à la connaissance des ateliers de travail », assure F. Le Play. *Les Ouvriers européens*, 2^e éd., tome I, p. 124.

2. « Sans l'aide des chefs de l'industrie, en effet, il serait impossible d'améliorer les mœurs, le sort de leurs travailleurs tandis que s'ils le voulaient, « eux-mêmes le pourraient sans l'aide de personne. » *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, par le Dr Villermé, Paris 1840, tome II, p. 371.

3. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 134.

4. *Ibid.*, tome I, p. 406.

sociale reconnaît qu'il n'est pas toujours aisé à guérir, et que l'application du patronage peut se heurter à des obstacles sérieux. « Je ne me dissimule pas, dit-il¹, que ce « remède est d'un emploi difficile lorsque les anciens rapports sociaux ont été rompus, soit par la corruption des « classes dirigeantes, soit par l'avènement brusque du « nouveau régime manufacturier. Je suis loin de croire que, « dans les régions de l'Occident désolées par le paupérisme, « tous les patrons soient dès à présent disposés à établir « un tel état de choses, et tous les ouvriers à l'accepter. » La profonde connaissance de la nature humaine que le sociologue avait acquise au cours de ses études sur les mœurs des peuples lui avait montré, en effet, combien il est difficile de modifier les idées et les habitudes de gens qui ont laissé leur égoïsme prévaloir sur leurs responsabilités. Il n'ignorait pas non plus l'animosité et le parti pris que les salariés, aigris par la misère résultant de leur abandon, éprouvaient à l'encontre du patron et de ses interventions². Il était néanmoins fermement convaincu de la réussite de la réforme.

Pour vaincre la résistance du prolétariat, il comptait sur la sollicitude des maîtres envers leurs subordonnés qui, a-t-il constaté, « fait naître sous tous les régimes l'affection « des ouvriers³ ». Pour inciter les classes supérieures à renouer les traditions du passé et pour les persuader de l'intérêt qu'elles ont à remplir consciencieusement leurs devoirs de solidarité sociale, il avait confiance dans les efforts de son Ecole et dans « la force de la vérité⁴. »

1. *Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 461.

2. « Profondément imbus de l'esprit révolutionnaire, portant envie à toute supériorité sociale, ils (les ouvriers) n'admettraient pas que le patron « put intervenir... » Même ouvrage, p. 439.

3. *Ibid.*, p. 39.

4. *Ibid.*, tome I, p. 89.

A bien des points de vue la pensée de Frédéric Le Play se rapproche de celle des économistes physiocrates. On y retrouve le même attachement à la propriété, à la liberté, au non-interventionisme, la même prééminence accordée à l'agriculture¹, et enfin, une foi identique dans le triomphe de la vérité. Cette dernière qualité fut d'un précieux secours au fondateur de la Réforme sociale. C'est elle qui l'empêcha de désespérer lorsqu'au seuil de la vieillesse, la Commune de 1871 fit éclater aux yeux de tous l'étendue du mal qui minait le corps social. C'est en elle qu'il puisa alors la force nécessaire pour intensifier la propagande dans le succès de laquelle il voyait le salut.

1. « Au reste, la prééminence de l'agriculture sur les autres arts a été si souvent proclamée chez les anciens et chez les modernes, qu'elle peut être érigée en axiome ». *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 46.

« L'agriculture se place donc au premier rang des professions. » Même ouvrage, tome I, p. 81.

CHAPITRE IV

LA PRATIQUE DU PATRONAGE

Frédéric Le Play, intimement convaincu d'avoir trouvé la solution du problème de la paix sociale, se consacra, sans défaillance, jusqu'à sa mort, à la répandre. Quel fut le résultat de ses efforts ? Parvint-il, comme il le désirait si ardemment, à persuader et à entraîner les classes dirigeantes ? Il semble bien qu'il faille répondre par l'affirmative.

Il se produisit sous le second empire, remarque M. Pinot, dans son très intéressant ouvrage sur les œuvres sociales des industries métallurgiques¹, « un grand courant de « générosité, qui, sans l'intervention de l'Etat, devait « modifier profondément les conditions d'existence des « familles ouvrières. A aucune époque ce que l'on peut « appeler les œuvres patronales n'eurent à la fois le même « développement et la même efficacité ; à aucune époque, « il n'y eut pareil élan chez les industriels, qui vont trouver « dans Le Play et dans l'Ecole d'Economie sociale, les « directeurs et les théoriciens de leur action. »

Les éditeurs des ouvrages de Le Play, eux-mêmes, s'étonnaient de la facilité avec laquelle s'écoulaient ses

1. *Les Œuvres sociales des industries métallurgiques*, par M. R. Pinot, Paris 1924, p. 16.

livres pourtant sévères, et constataient qu' « ils péné-
 « traient avec un succès toujours croissant, parmi les-
 « classes éclairées¹ ». Cette influence a bien survécu à
 l'auteur de la *Réforme sociale*; mais, comme pour beau-
 coup d'autres grands penseurs, ses idées ont perdu petit
 à petit leur individualité, et, devenant en quelque sorte
 anonymes, ont imprégné l'esprit de gens qui ignorent même
 parfois jusqu'au nom de celui qui les a émises pour la
 première fois.

Il est actuellement impossible de déterminer la part
 exacte revenant à Le Play et à son Ecole, dans la foule des
 œuvres patronales qui viennent en aide aux travailleurs
 de façon si variée. Comment pourrait-on savoir si le fon-
 dateur de telle ou telle institution a été directement touché
 par la propagande de la Réforme sociale, s'il a été entraîné
 par l'exemple de ses collègues, ou bien n'a obéi qu'à sa
 propre impulsion, sans subir d'influence extérieure?

C'est à Frédéric Le Play, toutefois, que revient incontes-
 tablement l'honneur d'avoir été le promoteur de ce mou-
 vement appelé à prendre, par la suite, une extension si
 considérable. Toutes les œuvres qui s'y rattachent déri-
 vent plus ou moins directement des principes qu'il s'est
 efforcé de répandre.

« Le temps vient, constate M. H. Brice dans ses *Insti-
 « tutions patronales*², où l'on commence à comprendre
 « que si le patron est quitte au point de vue juridique
 « envers l'ouvrier à qui il a payé le salaire convenu, il peut
 « ne pas l'être complètement aux yeux de la morale. »
 Le salaire d'un ouvrier, même s'il est relativement élevé, ne

1. *La Réforme sociale en France*, 4^e éd., avertissement des éditeurs.

2. *Institutions patronales*, par M. H. Brice, Paris 1894, p. 2.

dépasse jamais de beaucoup ce qui est nécessaire pour le faire vivre, lui et sa famille. Non seulement il lui sera difficile, sinon impossible, de faire face à des événements qui sortent de la routine quotidienne, tels que maladies, naissances, décès; mais, il suffira d'un peu de négligence pour qu'il ne puisse plus régler certaines dépenses de première nécessité.

Son défaut d'instruction, ainsi que sa condition subordonnée, ne prédisposent pas le salarié à la prévoyance. N'est-il pas tout naturel que son supérieur l'aide de son expérience, et lui facilite l'existence dans la mesure du possible? N'est-il pas normal même qu'il contribue pécuniairement à la satisfaction de ses besoins accidentels? L'industriel ne se contente pas d'alimenter ses machines, il les répare, et consacre des sommes importantes à l'amortissement qu'impose leur usure progressive; doit-il moins bien traiter les hommes qui les font fonctionner?

Le patronage n'est pas un acte de charité, c'est une véritable obligation morale. Il est nécessaire que cette vérité soit reconnue pour qu'il puisse remplir son rôle de pacification sociale. Si l'on veut que l'ouvrier n'y voit pas un procédé destiné à calmer ses revendications, il ne faut pas que son employeur croie, et lui fasse sentir, qu'il s'agit d'une faveur bénévole.

Le Play voyait une certaine similitude entre le devoir du patron vis-à-vis de ses subordonnés, et celui du père de famille envers ses enfants. « Une belle floraison d'institutions patronales est sortie de cette conception », remarque M. Truchy¹. Les unes ont pour but de permettre aux travailleurs de tirer le maximum de profit de leur salaire

1. *Cours d'économie politique*, par M. H. Truchy, 2^e éd., tome II, p. 341.

en leur procurant, par exemple, un logement bon marché, des produits alimentaires, ménagers ou pharmaceutiques au meilleur compte, des loisirs peu coûteux. Les autres se proposent d'aider les ouvriers placés, par suite de circonstances déterminées, dans une situation particulièrement digne d'intérêt.

Il nous est impossible, tant elles sont nombreuses, d'exposer en détail, et même d'énumérer, toutes les œuvres sociales dues à l'initiative patronale. Nous nous efforcerons seulement d'en donner une idée d'ensemble, en citant quelques exemples qui feront entrevoir la grande variété de formes qu'a pu emprunter cette activité.

Les premières institutions sociales créées par le patronat ont eu pour but de secourir les ouvriers placés dans l'incapacité de travailler. Leur objet était en général de venir en aide aux salariés malades, accidentés ou âgés. Tel fut le cas des caisses de secours qui apparurent simultanément dans de nombreuses entreprises.

Dès 1835, plusieurs caisses, à raison de une par catégorie d'ouvriers, furent instituées à Baccarat. Leur trésorerie était alimentée, à la fois, par un prélèvement de 1 à 2 % sur les salaires et par une contribution plus considérable de la Compagnie, variant également suivant le danger afférant aux diverses branches d'activité.

La Caisse de Prévoyance des Etablissements Schneider, au Creusot, remonte à 1838. Ses ressources étaient triples à l'origine. Elles comprenaient une importante subvention patronale, le montant des cotisations ouvrières, et le produit de quelques amendes alors prévues au règlement. L'objet initial de cette institution était d'accorder, indépendamment de secours médicaux et pharmaceutiques, des allocations pécuniaires « aux ouvriers blessés ou malades

« par suite de leurs travaux », et d'assurer des pensions aux veuves et aux orphelins de ceux « qui viendraient à périr « dans les travaux de l'Etablissement ». A partir de 1861, son action s'étendit aux maladies ne résultant pas du travail. En 1872, la Caisse, dont la situation financière était déficitaire, fut liquidée, et les Etablissements Schneider prirent désormais entièrement à leur charge soins et allocations.

La Caisse de Prévoyance des chemins de fer du Midi fut créée en 1856. Elle a pour but : 1^o de pourvoir aux frais de maladies de ses agents qui ne résultent pas de l'exercice de leurs fonctions (celles-ci étant réglées par la Compagnie); 2^o d'assurer des soins gratuits à leur famille et 3^o de se charger des inhumations. Ses dépenses, pour l'exercice 1930, dépassent 12.000.000 francs.

Aux caisses de secours s'apparentent les sociétés de secours mutuels. Le rôle que jouent les bénéficiaires dans la gestion de ces dernières est généralement plus important; mais l'origine de leurs ressources et leur objet sont souvent identiques. Les unes sont libres, comme celle instituée par la Société Anonyme des Hauts Fournaux Forges et Acieries de Pompey; les autres obligatoires, comme c'est le cas de « la Solidarité », fondée en 1877, pour leur personnel, par les Etablissements Jacob Holtzer.

Toutes ces institutions, en dehors des misères qu'elles soulagent et des avantages matériels qu'elles procurent, constituent de puissants moyens d'éducation. Elles inculquent aux salariés, non seulement la sobriété et la prévoyance, mais aussi le sentiment de la solidarité sociale, grâce à la collaboration entre patrons et ouvriers sur laquelle elles reposent¹.

1. La loi du 5 avril 1928, instituant les assurances sociales, a causé un grand préjudice à ces organismes, mais ne les a pas fait disparaître. Ils con-

Caisses de secours et sociétés de secours mutuels n'ont pas été seules à assurer le fonctionnement de services médicaux; un bon nombre de grandes entreprises s'en sont chargé elles-mêmes.

La Compagnie des chemins de fer du Midi a réalisé, à cet égard, un effort qui mérite d'être signalé. Considérant que les cabinets de consultations établis dans les gares ne permettaient pas de soigner comme il convient certaines maladies, la Compagnie décida, en 1923, de créer des dispensaires. Deux fonctionnent actuellement, l'un à Bordeaux, l'autre à Toulouse, et un troisième va être ouvert prochainement à Béziers. Ces établissements, organisés selon les principes les plus modernes, disposent de laboratoires et d'instruments perfectionnés grâce auxquels la plupart des malades peuvent être traités. Pour permettre aux convalescents de se rétablir, la Compagnie a institué à Enveitg (Pyrénées-Orientales), à 1270 mètres d'altitude, dans un climat particulièrement sain, une maison de repos réservée à ses agents et à leur famille.

Aux Etablissements Schneider, le service hospitalier s'est développé parallèlement à l'entreprise. En 1837 était édiflée une infirmerie. Celle-ci, devenue insuffisante, fut remplacée, en 1845, par un hôpital, auquel on en adjoignit un second en 1863, puis un troisième en 1879. En 1894, enfin, fut inauguré un vaste Hôtel-Dieu, de 300 lits environ, dont les frais s'élevèrent à la somme considérable pour l'époque de 2.000.000 francs. L'admission y est prononcée par le

tinuent à faire bénéficier des mêmes avantages que par le passé les membres du personnel non assujettis à la loi; quant à ceux qui y sont soumis, ils leur accordent, moyennant le paiement de primes réduites, des prestations supplémentaires. Beaucoup ont constitué des caisses primaires avec lesquelles quoique théoriquement distincts, ils partagent une direction commune.

médecin en chef, et le séjour, comme les soins, y sont gratuits pour le personnel.

Il arrive parfois que plusieurs entreprises s'entendent pour créer un établissement. Tel fut le cas de l'Hôpital des Mines et de la Métallurgie de Briey, à la fondation duquel participèrent de nombreuses sociétés : la Compagnie des Forges et Acieries de la Marine et d'Homécourt, la Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, les Etablissements Schneider, etc... Il en fut de même pour l'Hôpital Saint-Louis de Longwy et pour celui, moins important cependant, d'Hussigny.

Dès leur origine, certaines caisses de secours et sociétés de secours mutuels ont voulu assurer, à leurs membres, des pensions de retraite pour la vieillesse et en cas d'invalidité. Elles le firent, tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire d'une caisse distincte, au moins en théorie. Les allocations que pouvaient verser ces organismes n'étant pas en général très élevées, beaucoup d'employeurs y ajoutaient une bonification, proportionnelle le plus souvent à la durée du service accompli dans leur entreprise.

A ce procédé, quelques établissements ont préféré celui de la capitalisation. La Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons adopta, en 1921, un régime basé sur ce principe. La Société retenait un certain pourcentage sur chaque paye, et y ajoutait une somme équivalente. Le tout était versé à la Caisse Nationale des Retraites, et un livret établi au nom du bénéficiaire.

Les compagnies de chemins de fer, après avoir procédé de cette façon pendant quelques années, de 1850 à 1856 environ, ont abandonné le système du livret individuel. Des caisses de retraites furent instituées. Celles-ci sont alimentées, à la fois, par un versement qu'effectue la compagnie, fixé à

15 % du salaire, et par des retenues portant sur les appointements des agents (5 % du salaire, montant du premier mois de traitement fixe touché après l'affiliation et premiers douzièmes de leurs augmentations successives). La pension allouée équivalait à la moitié de la rémunération moyenne des trois années les plus favorables dont ait bénéficié l'agent.

Les compagnies minières ont également fait profiter de bonne heure leur personnel de pensions de retraite. A Blanzy, une Caisse de Retraites, entièrement à la charge de l'entreprise, fut fondée en 1854. A Anzin, la Compagnie, après avoir servi, pendant longtemps, des pensions à ses vieux ouvriers, sans opérer de retenue sur les appointements, changea de méthode en 1887. La Société s'engagea alors à déposer, à la Caisse Nationale des Retraites, une somme équivalent à 1,5 % du salaire, à la condition qu'une cotisation égale fut versée par l'intéressé. La loi de juin 1894, qui rendit obligatoires les retraites ouvrières dans l'industrie minière, ne fit que généraliser à peu de chose près ce régime. Ce texte, cependant, permettait aux compagnies d'effectuer les versements, soit à la Caisse Nationale, soit à des caisses syndicales ou patronales autorisées. La loi du 25 février 1914 est venue mettre plus d'unité dans le système en substituant à ces organismes une Caisse Autonome de Retraites des Ouvriers Mineurs, dont les fonds sont gérés par la caisse des Dépôts et Consignations.

Au Creusot, les Etablissements Schneider qui, depuis 1877, opéraient des versements, pour le compte de leur personnel, à la Caisse Nationale des Retraites, sans faire subir de retenue aux traitements, adoptèrent en 1903 une nouvelle méthode. La maison fit désormais participer ses ouvriers à la constitution de leur pension de retraite, et, pour les encourager, s'engagea à ajouter, à tout versement effectué par

eux, le montant d'une somme en général plus importante.

Certaines entreprises, désireuses d'assurer une plus grande stabilité du personnel, ont imaginé des systèmes particuliers. La Maison Olier, de Clermont-Ferrand, accorde ainsi chaque année, à ses ouvriers, des primes d'ancienneté, dont le montant croît avec la durée du service, et un certain nombre de parts bénéficiaires, d'une valeur de 60 francs. Une partie seulement de ces sommes est versée au salarié, tandis que l'autre va accroître un compte productif d'intérêt. Un procédé s'inspirant de principes analogues est appliqué aux Etablissements Chenard et Walcker.

Au Bon Marché, « La Prévoyance Boucicault », dont la fondation remonte à 1876, répartit annuellement, entre le personnel attaché depuis 5 ans au moins à l'établissement, les 20 % qui lui sont statutairement attribués sur les bénéfices de la Société. La moitié de la part revenant à chaque intéressé est versée à la Caisse Nationale des Retraites, en vue de lui constituer une pension. L'autre est portée à un compte individuel dont le montant lui est acquis, pour un tiers au bout de 8 ans, pour deux tiers au bout de 12 ans, et pour la totalité après 15 ans de présence.

De nombreux patrons, considérant à juste titre que la constitution d'un petit capital est le plus sûr moyen d'assurer aux ouvriers la sécurité et le pain de leurs vieux jours, se sont efforcés d'encourager et de protéger l'épargne. Dès 1838, les Etablissements Schneider offrirent à leur personnel un placement avantageux et de tout repos, en lui accordant la faculté de se faire ouvrir chez eux « un compte de « dépôts de fonds et d'épargne » productif d'un intérêt de 5 %. A la Compagnie d'Anzin, la Caisse des Dépôts remonte à 1869. La Société Mutuelle d'Epargne instituée par les Hauts Fourneaux, Forges et Acieries de Pompey, beaucoup plus récente, ne date que de 1925.

Pour que l'ouvrier ait la possibilité d'économiser, il faut lui permettre de vivre à bon marché. Certains employeurs, désireux de faire bénéficier leur personnel des meilleures conditions d'achat, ont imaginé de bonne heure la création d'organismes spéciaux intitulés économats. La législation s'est montrée très sévère pour ces institutions car, à côté de celles fondées dans un but de patronage, d'autres firent malheureusement preuve d'une activité moins désintéressée. Le truck system n'est plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir, et les économats qui subsistent rendent aux salariés les plus grands services. Aux chemins de fer du Midi, les achats librement effectués par les agents de la Compagnie à l'Economat de Bordeaux atteignent, pour 1930, un total de 20.000.000 francs. Le personnel, reconnaissant les avantages que lui procure cette institution, ratifia son maintien, en 1931, à la majorité des deux tiers.

Les compagnies de chemins de fer ont rapidement admis leurs employés à prendre une part de plus en plus importante à la gestion des économats. Dans l'industrie, ceux-ci ont fait place à des sociétés coopératives de consommation. Ces organismes, souvent entièrement aux mains du personnel bénéficiaire, mettent les patrons à l'abri de toute suspicion.

Une coopérative de consommation fut établie dès 1865 à Anzin, sous le patronage de la Compagnie, mais avec une organisation indépendante. Actuellement, toutes les entreprises importantes en ont fondé. Citons « La Pensée », aux Etablissements Jacob Holtzer, qui remonte à 1897, et dispose d'un pétrin mécanique, d'un abattoir et d'un frigorifique; « La Ruche de Pompey », qui exploite même des fermes, et fait un chiffre d'affaires annuel de 12.000.000 francs.

Aux Etablissements Schneider, le personnel dispose de plusieurs sociétés coopératives de consommation appliquant des systèmes différents. Les unes vendent au prix coûtant, les autres un peu au-dessous des prix de détail établis dans le commerce libre, et font, une ou deux fois par an, à leurs membres, des ristournes proportionnées au montant de leurs achats respectifs. Cette dernière façon de procéder offre l'avantage de faciliter la constitution d'une petite épargne.

Pour éviter que les salariés ne dissipent leurs économies en plaisirs coûteux et malsains, les patrons ont été peu à peu conduits à organiser l'emploi de leurs loisirs. Une enquête faite par le Bureau International du Travail nous fournit, à cet égard, de précieux renseignements.

Antérieurement à 1900, la plupart des institutions ayant pour objet de fournir des distractions aux ouvriers consistaient en bibliothèques et en sociétés musicales. Depuis cette époque, et surtout postérieurement à la loi du 23 avril 1919, limitant à huit heures la journée de travail, ces organismes se sont considérablement multipliés, et présentent aujourd'hui une très grande diversité.

Il est fréquent que les établissements situés en dehors de grandes agglomérations placent un cercle à la disposition de leur personnel. Beaucoup ont également institué, à son usage, des bibliothèques composées non seulement d'ouvrages techniques, mais aussi de romans, de pièces de théâtre, de récits de voyages, voir de livres d'enfants. Certaines comprennent même des sections étrangères, qui ne sont pas les moins fréquentées. Citons comme exemple la « Bibliothèque Populaire », créée en 1865 aux Etablissements Jacob Holtzer, à Unieux (Loire), qui renferme plus de 10.000 volumes.

Les premières sociétés musicales ouvrières remontent, semble-t-il, aux environs de 1860. Il existe actuellement des fanfares, des sociétés de trompettes, de tambours, de clairons, quelques orchestres symphoniques et des chorales. L'Harmonie des Forges de Pompey groupe 60 exécutants; celle des Etablissements Jacob Holtzer, qui date de 1888, en comprend 90 et sa chorale mixte 140.

Certaines entreprises ont créé des salles de fêtes où sont données des conférences et des séances récréatives théâtrales ou cinématographiques. Au Creusot, celle des Etablissements Schneider peut contenir 1.000 spectateurs assis.

La gestion de la plupart de ces institutions est en général patronale ou mixte; il n'en est pas de même en ce qui concerne les sociétés sportives, dont les ouvriers assument très souvent la direction.

Le récent essort de ces groupements est tel qu'ils constituent actuellement près de la moitié des institutions destinées à occuper les loisirs ouvriers. Leur objet est très varié. Il existe des sociétés de tir à l'arc dans le Nord de la France, de jeu de boules dans le Midi, de foot-ball et de cycle un peu partout.

Aux Etablissements Michelin, l'Association Sportive Montferrandaise, présidée par MM. Michelin, fournit à ses membres des salles de culture physique, une piscine, un stand de tir, un fronton de pelote basque, des courts de tennis, des terrains de foot-ball, de rugby et de basket-ball. Aux Etablissements Renault, la direction met, depuis 1917, à la disposition du Club Olympique de Billancourt, qu'elle subventionne, l'île Seguin, où sont aménagés des terrains de sport et une baignade.

Quelques entreprises se signalent par la fondation d'organismes plus particuliers. Il existe ainsi un photo-club

et une société de chasse à la Blanchisserie et Teinturerie de Thaon; une société de sarbacane à la Maison Jacob Holtzer; des groupements artistiques aux Etablissements Renault.

L'institution des jardins ouvriers mérite une mention toute spéciale, car elle fournit non seulement aux salariés une distraction des plus saines, mais leur procure en outre des avantages matériels, qui constituent pour leur budget un appoint appréciable.

Le Play signalait déjà l'intérêt qu'il y avait à adjoindre à l'habitation ouvrière « un jardin produisant les légumes « et les fruits, et quelques bâtiments consacrés à l'élevage « ou à l'exploitation des animaux domestiques¹ ». Actuellement de nombreux établissements offrent à leur personnel, moyennant une faible redevance (1 à 5 francs l'are par an), la jouissance de parcelles de terrain cultivable. Ils s'efforcent aussi fréquemment de lui faciliter l'acquisition de graines, d'arbres fruitiers ou de bêtes, et organisent même parfois des concours où des prix sont distribués. 24.000 de ces jardins, dont 17.000 attenants aux maisons, ont été créés par la Compagnie des chemins de fer du Nord; 10.000 par la Compagnie des chemins de fer de l'Est; 3.500 par les Etablissements Schneider, au Creusot; 3.500 par la Société Michelin, à Clermont-Ferrand, etc...

Dans leur effort pour occuper intelligemment les loisirs de leurs ouvriers, les patrons se sont bien vite aperçu que c'était à leur foyer que ceux-ci trouveraient toujours leur meilleur délassement. Ils ont donc cherché de bonne heure à les y attacher, et à leur permettre de l'organiser librement, en leur en facilitant l'acquisition.

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 404.

F. Le Play, après avoir insisté tout particulièrement sur l'intérêt social de cette réforme, cite en exemple l'œuvre accomplie par certains industriels de Mulhouse qui, de 1853 à 1864, bâtirent 630 maisons ouvrières et en vendirent 560, dont 50 étaient déjà entièrement payées. « Ces « maisons, explique-t-il¹, valent de 2.650 à 3.300 francs; « elles sont livrées à l'acquéreur contre un premier versement de 300 à 400 francs auquel s'ajoutent des versements réguliers de 18 à 25 francs par mois, pendant « une période de treize à quatorze ans. » En 1873, Le Play constate avec joie que « des patrons perspicaces suivent les « bons exemples de Mulhouse », et croit voir dans ces initiatives « le commencement de la réforme sociale² ».

Certains établissements, au lieu d'utiliser le système de la location vente, ont préféré fournir des parcelles de terrain et faire des avances de fonds, à des conditions avantageuses, aux membres de leur personnel qui désiraient construire eux-mêmes leur habitation. Ce régime, appliqué dès 1845 aux Etablissements Schneider, s'est très vite répandu. Il est actuellement en vigueur à la Société Anonyme des Hauts Fourneaux Forges et Acieries de Pompey, à la Compagnie des chemins de fer du Midi, etc.

Ces pratiques bienfaisantes présentent malheureusement certains inconvénients. Lorsqu'une entreprise facilite à son personnel l'acquisition de sa demeure, elle finit, au bout d'un laps de temps plus ou moins long, par

1. *La Réforme sociale en France*, 3^e éd. (1867), tome I, p. 333.

La Réforme sociale, numéro du 1^{er} octobre 1907, p. 410, précise que la Sté. Mulhousienne des cités ouvrières, fondée par M. Dollfus, et imitant l'exemple donné dès 1835 par M. Koechlin, édifie et vendit, de 1852 à 1889, aux conditions exposées ci-dessus, 1124 maisons ouvrières.

2. *La Réforme sociale en France*, 7^e édition, tome I, p. 399, note 1 au bas de la page.

être entourée d'habitations dont les propriétaires lui sont étrangers, tandis que ses propres ouvriers ne trouvent à se loger qu'à des distances parfois considérables. Telle est la raison qui poussa de nombreux établissements à créer, à proximité de leurs ateliers, des cités ouvrières dont ils se contentent de louer les maisons, à un prix très modeste. Cette méthode offre en outre plusieurs avantages. Le coût unitaire des constructions se trouve abaissé en raison même de l'importance des travaux, et les conditions d'hygiène (tout-à-l'égout, voirie, etc...) peuvent être plus rigoureusement assurées.

L'effort remarquable accompli par la Compagnie des chemins de fer du Nord, pour le logement de ses agents, mérite tout particulièrement d'être relaté. Depuis 1919, la Compagnie a construit, dans les grands centres de sa concession, trente-deux cités jardins qui groupent actuellement 11.000 logements sur les 18.000 dont dispose le réseau. La cité de Tergniers, qui est un modèle du genre, en comprend à elle seule plus de 1.400, abritant une population d'environ 5.000 personnes. Le principe sur lequel repose leur organisation est celui que Le Play a toujours proclamé et qui consiste à attribuer à chaque famille sa maison. Celle-ci se compose le plus souvent de quatre pièces : une salle commune, servant de cuisine, et trois chambres, une pour les parents, une pour les garçons et une pour les filles.

Une maison sur vingt comprend cinq pièces et une autre six, pour les familles nombreuses. Toutes ont l'électricité, le tout-à-l'égout et une conduite d'eau potable. Chacune est dotée d'un petit jardin et d'un porche abrité, où la famille peut manger l'été, la mère laver et les enfants jouer l'hiver.

Loin d'être bâties sur un modèle uniforme, comme les tristes corons d'autrefois, ces habitations présentent, au contraire, beaucoup de diversité. Un type de maison n'est jamais reproduit plus d'une dizaine de fois, et encore les couleurs et certains détails sont-ils modifiés. Des rues spacieuses, des places fleuries et des terrains de sport ont été aménagés. Des locaux destinés à abriter les services d'hygiène ainsi que des écoles, bibliothèques, coopératives et salles de fêtes ont été construits.

A la tête de chaque cité est placé un conseil d'administration, où figurent en majorité les représentants élus des habitants et trois fonctionnaires nommés par un Comité de Gestion siégeant à Paris. Cet organisme central qui dispose de grands pouvoirs, notamment en ce qui concerne la distribution de crédits d'édilité, assume « la charge « d'établir, entre les patrons et les ouvriers, ces rapports « de connaissance mutuelle, de confiance et de bon accord, « qu'il y avait généralement autrefois entre compagnons « de travail, et que l'on retrouve dans les traditions et au « sein des grandes familles¹ ».

Ce magnifique exemple de patronage n'est pas isolé. Toutes les branches de l'industrie en présentent de remarquables. Fin 1927, les compagnies houillères de France logeaient 150.000 ouvriers dans 90.000 maisons d'une valeur globale de 2.200.000.000 francs. A cette même époque, les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais disposaient de 37.000 habitations de plus qu'en 1913. Dans le rapport pour 1927 du Conseil Supérieur des Habitations à Bon Marché, M. Risler évalue² à 366.000 le

1. Conférence de M. Flament, ingénieur en chef adjoint de l'entretien, à l'Exposition internationale de Liège, le 29 août 1930.

2. *Journal Officiel* du 9 novembre 1928, p. 1160.

nombre des logements fournis aux ouvriers et aux employés par l'industrie privée. Une enquête plus récente, mais ne visant que les établissements groupant plus de 500 salariés, signale qu'ils disposent, à eux seuls, de 291.493 logements pour leur personnel¹.

Bien que les problèmes sociaux se posent avec moins d'acuité dans l'agriculture où, surtout en France, les exploitations sont, en très grande majorité, exclusivement mises en valeur par les soins du propriétaire lui-même, aidé de sa famille, il convient cependant de remarquer que celle-ci n'est pas restée à l'écart du mouvement. M. G. Bougault, dans une étude toute récente², précisément basée sur la méthode enseignée par Le Play, montre la conscience avec laquelle certains gros agriculteurs remplissent leur devoir vis-à-vis de leurs subordonnés. M. A. Souchon, dans son très intéressant ouvrage sur la crise de la main-d'œuvre agricole en France, cite³, en particulier, le cas de « M. de Mony Colchen, grand propriétaire à « Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne), qui a construit pour « une exploitation de 330 hectares, en dehors d'un bâti- « ment spécialement affecté aux Belges, une dizaine de « maisons pour les ouvriers mariés; chacune d'elles mesu- « rant 9 mètres de longueur et 5 m. 50 de largeur, avec « au rez-de-chaussée une cuisine, salle-à-manger et un « cellier, au 1^{er} étage, une grande chambre avec cheminée « située sur le cellier, et deux autres chambres au-dessus « de la cuisine; puis autour un jardin potager de 6 ares

1. *Bulletin du Ministère du Travail*, numéro de janvier-février-mars 1931, p. 17.

2. *Moyenneville*, thèse soutenue le 6 juin 1932 par M. G. Bougault, devant le jury de l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers.

3. *La Crise de la main d'œuvre agricole en France*, par M. A. Souchon, Paris 1914, p. 407.

« suffisamment clos avec une borne fontaine contre le grillage qui sépare deux jardins voisins ».

Il serait sans doute aisé de multiplier le nombre de ces exemples; toutefois, tant en raison de l'importance respective de la main-d'œuvre employée que de la différence des conditions d'existence, il n'est pas douteux que les institutions patronales aient pris une extension beaucoup plus considérable dans les établissements industriels que dans les exploitations agricoles.

Cet examen rapide de l'œuvre réalisée par l'initiative individuelle, en vue d'améliorer le sort des classes laborieuses, suffit à faire entrevoir la variété et l'intensité de l'effort accompli. Ce dernier, cependant, n'a pas manqué de susciter des critiques. On lui a reproché, en particulier, d'aboutir à une injustice, en ce sens que, si certaines entreprises ont fait bénéficier leur personnel de nombreux avantages, il n'en a pas été de même dans d'autres.

Pour répondre à cette objection, en même temps que pour répartir plus également les charges assumées par les employeurs, un mouvement corporatif, voir même plus général encore, s'est dessiné dans le patronage. On imagina de créer, dans le cadre de la loi de 1867, le plus souvent, des organismes chargés de rendre certains services déterminés au personnel des entreprises qui en feraient la demande. Le rôle capital qu'a joué la métallurgie dans leur fondation mérite d'être souligné.

Dès 1891, fut instituée une Caisse d'Assurance Mutuelle des Forges de France contre les accidents de travail. Ceux-ci n'entraînaient à cette époque, hors le cas de faute aucune obligation de réparer pour l'employeur; cependant, le nouvel organisme, d'après ses statuts, avait pour objet de servir aux ouvriers de ses membres, victimes d'acci-

dents de travail, ou à leurs ayants droit, des pensions et des indemnités.

Son activité se limita d'abord aux salariés recevant moins de 3.000 francs par an, ce qui englobait d'ailleurs alors presque tous les ouvriers, et aux accidents ayant entraîné au moins une incapacité de travail de quatre-vingt-dix jours. Sa trésorerie était alimentée par les entreprises membres, lesquelles versaient des cotisations proportionnées au montant des salaires qu'elles payaient à leur personnel. Ce dernier était divisé en plusieurs catégories, et le taux variait suivant les risques et la nature du travail de chacune. Pour éviter qu'à la suite de cette assurance, la négligence ne fasse croître le nombre des accidents, des ristournes étaient prévues pour les industriels qui parviendraient à en faire diminuer le nombre dans leur établissement.

En 1897, la Caisse groupait déjà quarante-neuf adhérents, versant près d'un million de cotisations et employant 60.000 ouvriers environ. A partir de 1898, elle fut soumise au contrôle de l'Etat. A la demande de certains employeurs, désireux d'alléger les charges de leurs caisses de secours, elle entreprit d'assurer les accidents entraînant une incapacité de travail inférieure à quatre-vingt-dix jours. En 1919, elle étendit son action aux maladies professionnelles. Au début de 1931, elle comptait 173 membres dont les cotisations atteignaient 75.920.000 fr. et le personnel assuré 171.274 individus.

La conscience avec laquelle cet organisme accomplit sa grande œuvre sociale ressort clairement du remarquable service de prévention des accidents qu'il a mis sur pied; de sa participation à la fondation d'un grand nombre d'hôpitaux, et aussi du fait qu'il parvient à régler à l'amiable 85 % des sinistres.

En 1894, fut créée une Caisse Patronale de Retraites en faveur des ouvriers des forges de France. Lorsque les industriels faisant partie de l'Union des Industries Métallurgiques y adhérèrent, en 1911, elle prit le nom de Caisse Syndicale de Retraites des Forges, de la Construction Mécanique, des Industries Electriques et de celles qui s'y rattachent.

A son origine, l'objet de cette institution était d'assurer, au personnel âgé des établissements membres, des ressources s'ajoutant à celles pouvant provenir de l'épargne. Le système reposait uniquement sur des versements patronaux. Chaque employeur versait 5 francs par trimestre et par ouvrier. Celui-ci, à 60 ans, après douze ans de travail dans un établissement affilié, constatés par quarante-huit timbres apposés dans un livret individuel, recevait une pension.

La loi de 1910 porta un grand coup à cet organisme, car de nombreux patrons ne purent assumer des charges s'ajoutant à celles que les textes législatifs faisaient déjà peser sur eux. La Caisse entreprit alors de faciliter à ses membres le travail que leur imposait la nouvelle loi, et institua, dans ce but, un procédé pratique de quittances-souches. Puis, le régime légal établi en 1910 ne visant que les ouvriers touchant un salaire peu élevé, et n'accordant que des pensions fort modestes, elle institua, l'année suivante, des comptes d'épargne à l'usage du personnel administratif.

Tout employé des établissements membres verse, à son choix : 2,5 %, 3,5 % ou 4,5 % de son traitement. S'il choisit 2,5 %, son employeur versera une cotisation égale; s'il préfère 3,5 %, son patron sera tenu de verser 4,5%; enfin, s'il se décide pour 4,5 %, la contribution patronale

s'élèvera à 6,5 %¹. Le compte de chaque intéressé est immédiatement crédité de ses propres versements, quant aux autres, ils ne lui sont pas de suite acquis. Il les perdra même, s'il est révoqué, et se verra privé de ceux afférents aux quatre premières années, s'il quitte son emploi avant la liquidation de sa pension. Les sommes ainsi recueillies sont réparties, tous les cinq ans, entre les autres titulaires de compte. A l'âge de la retraite, ses versements capitalisés lui sont remis, s'il l'exige, ou bien s'en vont grossir la masse formée par les cotisations patronales, lesquelles servent à lui constituer une rente viagère. En 1931, soixante-cinq entreprises avaient adhéré à ce système et 8.721 employés en bénéficiaient; les versements totaux s'élevèrent, pour l'année, à 8.000.000 francs environ.

En 1919, un régime analogue, destiné également à favoriser l'épargne et la stabilité des emplois, fut institué pour les ouvriers. Le versement minimum à effectuer par le salarié, tout en variant selon les établissements, est le plus souvent fixé à 1 % de ce qu'il gagne; celui de son patron est alors en principe égal, mais croît généralement avec l'ancienneté. Si le salarié accepte de subir une retenue plus forte, son employeur voit aussi le chiffre de sa cotisation s'élever.

Les versements sont constatés par des vignettes apposées annuellement sur un livret individuel. Comme dans le cas précédent, ceux qui proviennent de l'intéressé lui sont toujours acquis, quant aux autres, ils ne le deviennent qu'au bout de cinq ans; si l'ouvrier change d'établis-

1. En application de l'art. 44, paragraphe 3, de la loi du 5 avril 1928, les cotisations versées à la Caisse par les membres du personnel assujettis aux assurances sociales et par leurs employeurs sont réduites du montant des primes payées par eux, conformément aux prescriptions de la dite loi, en garantie des risques de capitalisation.

sement durant ce laps de temps, ils vont alimenter un fonds commun. En cas de décès avant l'âge de la retraite, une rente viagère est servie à son conjoint, réversible elle-même sur ses enfants, jusqu'à l'âge de 16 ans. En cas d'invalidité ne donnant pas droit à une pension de travail, il peut demander la liquidation de son compte et, si cet événement survient au cours des dix premières années, le fonds commun fournira une somme destinée à en porter le montant à douze fois la moyenne annuelle des versements effectués. En 1931, cinquante-six entreprises avaient adhéré à ce régime, et plus de 35.000 ouvriers en bénéficiaient.

Un grand effort collectif a été également entrepris pour organiser la lutte contre le terrible fléau social que constitue la tuberculose. De nombreux industriels, effrayés des ravages accomplis par cette maladie dans leur personnel, ont créé, de leur propre initiative, des dispensaires et des colonies de vacances. On a cherché à coordonner ces bonnes volontés pour les rendre plus fructueuses. En Loire-Inférieure fut ainsi institué un organisme spécial, auquel adhérèrent la plupart des industriels et des gros commerçants, qui administre à la fois deux préventoria et un sanatorium de 600 lits.

En 1917, fut fondée l'Association Métallurgique et Minière contre la tuberculose, qui a pour but, tout en combattant activement cette maladie, de décharger de ce soin les employeurs. Ceux-ci, moyennant une cotisation modeste (0,10 % du montant des salaires), se voient libérés de toute préoccupation : c'est l'Association qui se charge de susciter la création de dispensaires, qu'elle subventionne, et auxquels elle adresse le personnel des établissements affiliés. Cet organisme vient d'édifier, à Saint-

Hilaire du Touvet (Isère), un sanatorium de 300 lits, destiné à offrir aux malades, dont les lésions sont curables, un traitement rationnel, dans un climat approprié.

Le moyen le plus actif de lutter contre la tuberculose est de supprimer le taudis. Nous avons vu que beaucoup d'industriels avaient accompli un grand effort individuel dans ce sens; malheureusement, de nombreux autres ne purent distraire de leur fonds de roulement les sommes importantes que nécessite la construction de cités ouvrières. La philanthropie étant incapable de faire face à tous les besoins, et l'Etat réservant de préférence ses crédits à faciliter l'accession à la petite propriété, l'initiative privée dut résoudre seule la difficulté. Elle s'y prit de la façon suivante :

Une Caisse Foncière pour l'amélioration du logement dans l'industrie fut fondée en 1918. Cet organisme se procure des capitaux en émettant des obligations dans le public, et avance des fonds aux sociétés d'habitations à bon marché que constituent les entreprises désireuses de faire bâtir, en vue d'être déchargées à la fois du soin de construire et d'entretenir des relations avec les locataires.

Les titres de la Caisse présentent une très grande sécurité et sont d'un placement facile, car elle ne prête aux sociétés immobilières que moyennant l'aval des entreprises qui en ont suscité la création, et seulement jusqu'à concurrence du cinquième de leur capital et de leurs réserves. Les sommes avancées, depuis sa fondation, par la Caisse Foncière, en vue de l'édification de logements ouvriers, dépassent aujourd'hui 163.000.000 de francs. En dehors de ce puissant organisme, quelques groupements patronaux

locaux, quoique moins importants, ont également obtenu des résultats très intéressants¹.

L'œuvre collective la plus remarquable qui soit due à l'initiative privée, en matière sociale, est sans conteste celle des allocations familiales. Cette institution, bien souvent décrite, repose sur l'observation qu'un même salaire, quoique large pour un ouvrier célibataire, pourra être tout à fait insuffisant pour un père de famille nombreuse.

Conscients de ce fait et désireux de favoriser la fécondité des foyers, certains industriels, à l'exemple de M. Romanet, directeur des Etablissements Régis Joya de Grenoble, se mirent de bonne heure à accorder des bonifications à ceux de leurs subordonnés qui avaient des enfants à leur charge. Il arriva malheureusement que quelques patrons peu consciencieux, tout en adoptant officiellement ce système, s'efforcèrent de n'employer qu'un personnel composé en majeure partie de célibataires. Pour parer à cet inconvénient qui menaçait de priver de travail ceux-mêmes que l'on cherchait à protéger, on décida, en 1918, de créer des organismes collectifs, dits caisses de compensation, auxquels les employeurs verseraient une cotisation proportionnelle au montant des salaires qu'ils payent, et qui seraient chargés de distribuer les allocations.

Le succès de cette institution fut très rapide. La plupart des grandes et même des moyennes entreprises s'empres-

1. *Le Bulletin du Ministère du Travail* de juillet-août-septembre 1931, page 194 et suivantes cite : le Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing; la Chambre syndicale de la bonneterie à Troyes; la Chambre syndicale du bâtiment et des travaux publics de la région parisienne; l'Association industrielle, commerciale et agricole de Lyon et de la région; la Chambre syndicale des patrons chapeliers de Chazelles-Lyon; le Groupement des industriels d'Aubervilliers-Pantin; la Chambre syndicale de l'industrie du Bas-Rhin.

sèrent d'y adhérer. Dans l'industrie métallurgique et minière, ce fut le cas de 90 % des établissements employant plus de 500 ouvriers. Dès 1920, la multiplication des caisses justifia la création d'un Comité Central. En 1930, cet organisme groupait déjà 230 caisses de compensation, répartissant 350.000.000 francs d'allocations, et dont les entreprises adhérentes employaient 1.880.000 salariés.

L'œuvre accomplie par cette institution est immense. Elle favorise le relèvement de la natalité au moyen de primes de naissances et du sursalaire familial. Elle combat la mortalité en répandant de saines notions d'hygiène, par l'intermédiaire d'infirmières visiteuses et de publications. Elle permet enfin aux mères de famille de rester à leur foyer.

M. Bonvoisin, directeur général du Comité Central, dans son rapport au XI^e Congrès national des allocations familiales, signalait que le pourcentage des naissances était de 46,5 ‰ chez les allocataires, au lieu de 28,6 ‰ dans les classes correspondantes (15 à 60 ans) de la population générale française. En ce qui concerne la mortalité infantile, le taux des décès de 0 à 1 an était de 7,9 % pour l'ensemble du pays et de 5,2 % seulement chez les bénéficiaires des caisses. Quant aux mères de famille, 56 % de celles qui profitent d'allocations n'exercent aucune profession.

Ces résultats sont tout à fait conformes aux désirs de F. Le Play. L'auteur de la *Réforme sociale* attachait en effet la plus grande importance à la fécondité et à la prospérité des familles. Lui aussi voulait que la mère « trouve » au foyer même, pour ses plus précieuses facultés, un « emploi sans limite », et il adjurait les patrons de refuser

« de l'admettre dans leurs ateliers et de la faire descendre ainsi à la condition d'ouvrier¹. »

Le prodigieux essort de cette institution, qui contribua si puissamment à améliorer la condition des familles laborieuses s'oppose d'une façon absolue à l'opinion émise, en 1900, par M. Ch. Gide, lequel crut alors pouvoir affirmer : « en ce qui concerne le patronat proprement dit, « son action se renfermera de plus en plus dans l'enceinte « de la fabrique et n'en sortira plus pour suivre l'ouvrier « dans sa maison et pour étendre sur sa vie privée... une « ombre tutélaire². »

Certaines entreprises, au lieu de passer par l'intermédiaire de caisses de compensation, servent directement à leur personnel des allocations familiales. Tel est le cas des charbonnages, des compagnies de chemins de fer et même de quelques grands établissements industriels. Le généreux effort accompli par la Société Michelin mérite d'être examiné plus particulièrement.

Cette entreprise verse à ses ouvriers chefs de famille, en sus de leur salaire normal, des bonifications considérables qui s'élèvent rapidement :

1.200 fr. l'an pour 1 enfant,
2.400 fr. l'an pour 2 enfants,
4.860 fr. l'an pour 3 enfants,
6.480 fr. l'an pour 4 enfants, etc...

Les effets obtenus ont été très brillants. Alors que le taux moyen de la natalité est de 18 ‰ en France, il s'est élevé à 26, 5 ‰ en 1927 et, l'année suivante, à 29, 8 ‰,

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 455.

2. *Economie sociale*, par M. Ch. Gide, Paris 1905, p. 60.

dans le personnel des Etablissements Michelin. Depuis que le système fonctionne, le nombre des nouveau-nés n'ayant encore aucun frère et sœur est tombé de 63 à 36 % du total des naissances. Inversement, le nombre de ceux qui en ont déjà deux est passé de 16 à 33 %.

Ces magnifiques résultats sont le prix de sacrifices considérables; depuis l'origine des allocations familiales, on estime à 6 milliards de francs le total de ce que cette institution a coûté aux entreprises privées. L'intensité de l'effort social accompli par le patronat ressort très nettement de l'importance de cette somme.

Le mouvement dont Frédéric Le Play fut le promoteur a pris progressivement une extension considérable. Le nombre des employeurs qui se préoccupent activement des conditions d'existence de leurs subordonnés s'est sans cesse accru. Leur conception du taux de vie indispensable aux salariés s'est développée parallèlement. En même temps que se généralisait la pratique du patronage, son but devenait plus ambitieux.

L'avenir a justifié la confiance dont Le Play fit preuve à l'égard de l'initiative privée. Bien que se heurtant non seulement à l'indifférence des pouvoirs publics, mais aussi très fréquemment, hélas, à l'hostilité, criminellement entretenue, de ceux à qui elle s'efforce de venir en aide, cette dernière est néanmoins parvenue à réaliser en France une œuvre sociale inestimable. Elle n'a pas craint de s'attaquer aux problèmes les plus complexes comme les plus aigus, et a même triomphé de questions qui, telle la crise de la natalité, semblaient devoir dépasser ses forces.

Le bon sens exige que ces efforts, à défaut d'être soutenus, soient au moins respectés. En matière sociale, où les possibilités d'amélioration sont indéfinies, il n'est pas

trop du concours de toutes les bonnes volontés. Il faut se garder de les décourager. Or, c'est ce à quoi l'Etat risque d'aboutir en se substituant à l'initiative privée.

Si les particuliers redoutent de voir l'action de l'Etat supplanter la leur, ce n'est pas par parti pris, mais parce que l'expérience montre qu'elle est à la fois plus coûteuse et moins efficace. Les institutions sociales publiques reposent sur des principes administratifs. Elles sont renfermées dans des textes rigides et généraux qui ne leur permettent pas, comme aux organismes privés, d'évoluer avec les circonstances et de s'adapter à la variété des besoins. Il leur est difficile également d'être gérées économiquement, comme de n'employer, par exemple, que le personnel strictement nécessaire à leur bon fonctionnement. Les formalités qu'elles prescrivent enfin, trop fréquemment longues et compliquées, effrayent et écartent nombre de bénéficiaires éventuels.

Les chefs d'entreprises s'efforcent de se concilier la sympathie et de s'attirer la confiance de leurs subordonnés. C'est dans ce but qu'ils les invitent fréquemment à collaborer avec eux à la gestion des institutions qu'ils ont créées. Ce désir de favoriser la bonne entente n'inspire malheureusement pas tous les textes législatifs par lesquels se manifeste l'action sociale de l'Etat. Ceux-ci semblent souvent empreints d'une sorte de méfiance vis-à-vis des employeurs, et se présentent même parfois comme une conquête du prolétariat sur la bourgeoisie patronale, ce qui ne saurait qu'être nuisible à la cause de la paix sociale.

Le patronage ne s'efforce pas seulement de protéger les masses laborieuses contre la dureté des temps; il cherche aussi à les défendre contre elles-mêmes et leurs mauvais penchants, en leur enseignant les moyens d'améliorer pro-

gressivement leur condition. « Sous sa forme parfaite, re-
« marque en effet Le Play¹, le patronage ne vise pas à se
« perpétuer en excitant le besoin du bien-être matériel au
« milieu des ouvriers : il voudrait se rendre inutile en les
« acheminant par l'épargne vers l'indépendance. »

Les institutions sociales publiques n'assument pas ce rôle éducateur. En assurant aux ouvriers le bénéfice d'une retraite dans leur vieillesse, l'Etat les dispense en même temps de faire preuve de prévoyance, et favorise indirectement leur tendance naturelle à l'intempérance. En généralisant la méthode du précompte, qui est à la base du régime actuel des assurances sociales, il leur retire la possibilité de se constituer par l'épargne un capital qui leur permettrait, à l'occasion, de devenir patrons eux-mêmes. Il leur donne bien la sécurité, mais dans la médiocrité, car il leur enlève à la fois le désir de faire preuve d'énergie et les moyens de s'élever.

Ces constatations justifient l'hostilité de Le Play à l'égard de l'immixtion de l'Etat dans les questions sociales. « L'autorité, écrit-il², doit renoncer en cette matière délicate à toute intervention réglementaire. Toutefois... les
« gouvernants, placés en présence de particuliers inertes,
« pourraient donner une première impulsion aux esprits. »

Telle est encore l'opinion d'un grand patron dont les œuvres sociales ont été, à plusieurs reprises, citées en exemple dans cette étude. « On ne saurait contester à l'Etat
« le droit de stimuler les initiatives défailtantes, de mettre
« l'industriel qui ne veut rien faire dans l'obligation d'ac-

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome II, p. 469.

2. *Ibid.*, p. 470.

« complir à son tour son devoir. Mais le rôle de l'Etat ne
 « devrait-il pas s'arrêter là?... Ne fait-il pas, au contraire,
 « le plus grand mal en légiférant dans trop de détails et en
 « faisant que sa législation, au lieu d'être un encouragement,
 « un stimulant, devient, par une généralisation souvent ma-
 « ladroite, par son manque d'adaptation aux conditions par-
 « ticulières, par sa réglementation excessive, le tombeau des
 « initiatives individuelles, comme des bonnes volontés qu'il
 « décourage, qu'il risque même de paralyser¹? »

Ces principes n'ont malheureusement pas toujours constitué le fondement de la politique sociale de l'Etat. Il semble cependant que l'on puisse constater, à cet égard, un certain revirement. Les brillants résultats obtenus par l'initiative privée paraissent avoir convaincu le législateur que son devoir consiste à la soutenir et non à lui substituer l'action administrative. Tout récemment, la loi du 12 mars 1932 est venue prêter son concours à l'institution des allocations familiales, dont l'essor était menacé par les répercussions de la crise économique et se heurtait à quelques égoïsmes irréductibles et aveugles. Ce texte, tout en respectant l'autonomie des caisses de compensation, consolide leur œuvre, en imposant à tous les employeurs l'obligation de s'y affilier.

Il serait à souhaiter que notre législation sociale s'inspire dorénavant de cet antécédent. Le patronage, après avoir été individuel, puis collectif, trouverait ainsi sa forme définitive en devenant général.

1. *La Revue des Deux Mondes*, numéro du 15 décembre 1931, p. 822, article de M. E. Schneider.

CONCLUSION

Frédéric Le Play n'a guère exercé d'influence législative. La seule proposition de loi qu'il ait inspirée, tendant à restaurer la liberté testamentaire, en supprimant les restrictions légales qui limitent la volonté du testateur, ne recueillit à la Chambre, le 3 avril 1865, que 41 suffrages, et fut de nouveau repoussée, définitivement cette fois, en 1871, par l'Assemblée Nationale¹.

Il n'est pas surprenant que le concours du législateur ait manqué à Le Play. L'éminent sociologue, estimant que le progrès social dépendait moins de la réforme du code que de celle des mœurs, ne faisait pas appel à lui; c'était aux classes supérieures qu'il s'adressait. Il s'efforça de les émouvoir, en leur décrivant l'étendue de la misère ouvrière, et les effraya, en leur montrant le grave danger qui en résultait. Il voulut surtout, en leur enseignant la leçon du passé, leur rendre le sentiment du devoir et le sens des responsabilités.

Frédéric Le Play ne prodigua pas ses efforts en vain. Il parvint rapidement à prendre, sur les esprits éclairés, un ascendant qui s'opposa victorieusement à la propagande des théoriciens révolutionnaires. Toute une élite, dont

1. *La Réforme sociale en France*, 7^e éd., tome I, p. 360 et 361, notes 1, au bas des pages.

l'exemple fut fécond, répondit sans hésiter à son appel, et s'engagea avec ardeur dans la voie qu'il avait tracée.

Sous l'influence bienfaisante du patronage, les conditions matérielles et morales d'existence des populations laborieuses se sont peu à peu considérablement améliorées, et le nombre des ouvriers qui s'estiment heureux de leur sort est aujourd'hui beaucoup plus grand que leur silence ne tendrait à le faire supposer. Ces brillants résultats, tout en constituant pour Le Play un titre de gloire inestimable, doivent inciter les classes dirigeantes à persévérer dans leur action et à l'intensifier, car il ne saurait y avoir, pour la paix sociale, de base plus sûre que le bien-être et la satisfaction des individus.

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
H. TRUCHY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de F. Le Play :

- Les Ouvriers européens*, 2^e éd. (Tours, 1879).
La Réforme sociale en France, 3^e éd. (Paris 1867), 4^e éd. (Tours 1872), 7^e éd. (Tours, 1887).
L'Organisation du travail, 4^e éd. (Tours, 1877).
Le Programme des Unions de la paix sociale (Tours, 1876).
La Constitution essentielle de l'humanité (Tours, 1881).
Voyages en Europe (Paris, 1899).

Ouvrages divers :

- Auburtin** (F.). — *Frédéric Le Play d'après lui-même*, (Paris, 1916).
Bastiat (F.). — *Harmonies économiques*, tome VI des *Œuvres complètes*, 10^e éd. (Paris, 1893).
Baunard (Ab.). — *La Foi et ses victoires dans le siècle présent* (Paris, 1884).
Blanqui (A.). — *Histoire de l'économie politique en Europe*, 3^e éd. (Paris, 1845).
Bougault (G.). — *Moyenneville* (thèse soutenue le 6 juin 1932 devant le jury de l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers).
Brice (H.). — *Institutions patronales* (Paris, 1894).
Buret (E.). — *De la Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France* (Paris, 1840).
Chevalier (M.). — *Lettres sur l'organisation du travail* (Paris, 1848).
Detriex (Dr H.). — *Les Œuvres sociales dans la grande industrie en France*, (Paris, 1929).
Dupont-White (Ch.). — *L'Individu et l'Etat*, 2^e éd. (Paris, 1858).
Gide (Ch.). — *Economie sociale*, (Paris, 1905).
Gide (Ch.) et **Rist** (Ch.) — *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours* (Paris, 1909).

- Levasseur** (E.). — *La Population française* (Paris, 1891).
- Moreau-Christophe** (L.). — *Du Problème de la misère et de sa solution chez les peuples anciens et modernes* (Paris, 1851).
- Pinot** (R.). — *Les Œuvres sociales des industries métallurgiques*, (Paris, 1924).
- Ribbe** (Ch. de). — *Le Play d'après sa correspondance*, 1^{re} éd. (Paris, 1884), 2^e éd. (Paris, 1906).
- Simonde de Sismondi** (J. C. L.). — *De la Richesse commerciale* (Genève, 1803).
- *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*, 2^e édition (Paris, 1827).
- *Etudes sur l'économie politique* (Paris, 1837).
- Smith** (A.). — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Traduction de G. Garnier, 5^e éd. (Paris, 1881).
- Souchon** (A.). — *La Crise de la main-d'œuvre agricole en France* (Paris, 1914).
- Truchy** (H.). — *Cours d'économie politique*, 2^e éd. (Paris, 1923).
- Villeneuve-Bargemont** (A. de). — *Economie politique chrétienne ou recherches sur le paupérisme* (Paris, 1834).
- Villermé** (Dr R.). — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (Paris, 1840).

TRAITÉ DE VERSAILLES.

Périodiques :

- Annuaire Statistique*, volume 46 (année 1930).
- Bulletin du Ministère du Travail*, numéros de janvier-mars 1931 et de juillet-septembre 1931.
- Journal Officiel*, numéro du 9 novembre 1928.
- La Réforme sociale*, numéro du 1^{er} octobre 1907.
- Revue des Deux Mondes*, numéro du 15 décembre 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre I — Conséquences sociales de l'évolution économique....	7
Chapitre II — Le Play, l'interventionnisme et le socialisme	30
Chapitre III — L'Ecole de la Réforme sociale.....	56
Chapitre IV — La pratique du patronage	87
Conclusion	117
Bibliographie.....	119

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris.
